

Commission économique pour l'Europe

**Rapport biennal
(1^{er} avril 2009-31 mars 2011)**

**Conseil économique et social
Documents officiels, 2011**

Supplément n° 17



Nations Unies

Commission économique pour l'Europe

Rapport biennal
(1^{er} avril 2009-31 mars 2011)

Conseil économique et social
Documents officiels, 2011

Supplément n° 17



Nations Unies • New York et Genève, 2011

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/2011/37
E/ECE/1462

PUBLICATION
DES NATIONS UNIES

ISSN 0251-0197

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1	1
<i>Chapitre</i>		
I. Questions portées à l'attention du conseil économique et social	2–4	1
II. Travaux accomplis par la Commission depuis sa soixante-troisième session.....	5–6	1
A. Activités des organes subsidiaires	5	1
B. Autres activités	6	2
III. Soixante-quatrième session de la Commission	7–29	2
A. Participation et organisation des travaux	7–13	2
B. Ordre du jour	14	3
C. Élection du Bureau	15–18	3
D. Compte rendu des travaux	19–29	4
Intégration économique dans la région de la CEE: évolutions et nouvelles difficultés au vu de la crise économique.....	19–20	4
Conclusion 1		4
Rôle de l'intégration et de la coopération régionales dans la recherche d'un développement durable dans la région de la CEE	21–22	5
Conclusion 2		5
Conclusion 3		6
Nouvelles orientations et initiatives dans le programme de travail de la CEE.....	23–24	6
Conclusion 4		6
Questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision.....	25	7
Conclusion 5		7
Rapport sur les activités du Comité exécutif	26–27	7
Conclusion 6		7
Questions diverses	28	7
Adoption du rapport biennal de la Commission	29	7
IV. Décisions adoptées par la Commission économique pour l'Europe à sa soixante-quatrième session		8
<i>Annexes</i>		
I. Débats tenus au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour		14
II. Liste des réunions tenues par la Commission, ses organes subsidiaires et les conventions administrées par le secrétariat de la CEE entre le 1 ^{er} avril 2009 et le 31 mars 2011.....		29
III. Publications et documents publiés par la Commission		51

Commission économique pour l'Europe

Rapport biennal pour la période allant du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2011

Introduction

1. Le présent rapport annuel a été adopté à l'unanimité par la Commission économique pour l'Europe (CEE) à la 5^e séance de sa soixante-quatrième session, le 31 mars 2011.

Chapitre premier Questions portées à l'attention du Conseil économique et social

2. La Commission a adopté la décision A (64) (voir le chapitre IV). Cette décision, entre autres, a réaffirmé les orientations stratégiques de la réforme de la CEE engagée en 2005, pris acte avec satisfaction de la mise en œuvre de cette réforme et des résultats obtenus, et souligné l'importance de son premier examen quinquennal qui sera effectué en 2011-2012 en vue de dégager des conclusions sur les priorités futures des travaux de la CEE. Elle a également confirmé que la CEE constitue une tribune multilatérale favorisant l'intégration économique paneuropéenne et transatlantique et facilitant une coopération accrue entre ses 56 États membres, apporte une contribution utile à la promotion du développement durable et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ainsi qu'à la stabilité générale dans la région, et est bien placée pour continuer de traiter des questions transfrontières et prendre part à la construction d'un espace économique régional cohérent.

3. Dans cette décision, la Commission s'est également félicitée de la portée mondiale des instruments, règles, normes et activités de la CEE dont d'autres pays et régions peuvent tirer profit et a encouragé la CEE à poursuivre l'échange de bonnes pratiques au-delà de sa région.

4. Dans cette décision, la Commission a aussi adopté le «Guide des pratiques optimales de captage et d'utilisation du méthane provenant des mines de charbon» et a proposé au Conseil économique et social d'en recommander l'application dans tous les pays du monde.

Chapitre II Travaux accomplis par la Commission depuis sa soixante-troisième session

A. Activités des organes subsidiaires

5. On trouvera à l'annexe II la liste des réunions tenues depuis la soixante-troisième session de la Commission, y compris leurs dates, la composition de leurs bureaux et la cote de leur rapport rendant compte des points sur lesquels les participants sont parvenus à un accord et des décisions adoptées.

B. Autres activités

6. Le secrétariat a organisé la session ordinaire de la Commission, les réunions du Comité exécutif, les sessions des organes subsidiaires ainsi que les autres réunions tenues sous les auspices de la CEE. Il a également produit des publications, dont la liste figure à l'annexe III.

Chapitre III Soixante-quatrième session de la Commission

A. Participation et organisation des travaux

7. La Commission a tenu sa soixante-quatrième session du 29 au 31 mars 2011. Lors de la séance d'ouverture, elle a entendu des déclarations du Président et du Secrétaire exécutif.

8. Ont participé à la soixante-quatrième session des représentants des pays suivants: Albanie, Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.

9. Des représentants de l'Union européenne ont participé à la session.

10. Des représentants du Saint-Siège y ont pris part en vertu de l'article 8 du mandat de la Commission.

11. Ont également assisté à la session des représentants du Bureau des commissions régionales à New York, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) ainsi que des institutions spécialisées et organisations intergouvernementales ci-après: Commission de l'Union douanière, Secrétariat de Energy Charter, Banque eurasiennne de développement, Communauté économique eurasiennne (EurAsEC), Banque européenne d'investissement (BEI), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Organisation internationale des migrations (OIM), Centre du commerce international (CCI), Banque islamique de développement (BID), Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN), Conseil de coopération régionale, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

12. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: ASSOCORCE (International Trade Development Association) et FCEM, Centre de développement de la responsabilité sociale, European Network of Transmission System Operators for Electricity, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales (FIFCL), Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU), Organisation internationale de normalisation (ISO), Fédération routière

internationale (FRI), Union internationale des transports routiers (IRU), REACT – The European Anti-counterfeiting Network.

13. Une liste complète des participants figure sur le site Internet de la CEE.

B. Ordre du jour

14. La Commission a adopté son ordre du jour (E/ECE/1454).
 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour.
 2. Intégration économique dans la région de la CEE: évolutions et nouvelles difficultés au vu de la crise économique.
 3. Rôle de l'intégration et de la coopération régionales dans la recherche d'un développement durable dans la région de la CEE.
 4. Nouvelles orientations et initiatives dans le programme de travail de la CEE.
 5. Questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision.
 6. Rapport sur les activités du Comité exécutif.
 7. Élection du Bureau.
 8. Questions diverses.
 9. Adoption des principales conclusions et décisions.

C. Élection du Bureau

15. Le Règlement intérieur de la Commission, tel que révisé lors de la soixante-troisième session, stipule qu'«à chacune de ses sessions biennales, la Commission élit, parmi ses États membres, un pays qui assume la présidence pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) est le (la) représentant(e) du pays élu. À la même séance, la Commission élit deux pays dont les représentants deviennent vice-présidents pour la durée de l'exercice biennal. Le (la) Président(e) et les Vice-Présidents de la Commission assument également la présidence et la vice-présidence du Comité exécutif pour la durée de l'exercice biennal»*.

16. À la soixante-quatrième session de la Commission, la présidence était assurée par la Belgique et la vice-présidence par le Kirghizistan et la Serbie.

17. Le Rapporteur de la session était le représentant de la Serbie.

18. À sa 5^e séance, la Commission a élu la Serbie à la présidence et Israël à la vice-présidence de la soixante-cinquième session. Le Comité exécutif pourra élire* ultérieurement un deuxième vice-président.

* Il s'agit d'une modification d'ordre technique. Le mot «désigner» du texte originel a été remplacé par le mot «élire» aux fins d'alignement sur le Règlement intérieur de la Commission.

D. Compte rendu des travaux

Intégration économique dans la région de la CEE: évolutions et nouvelles difficultés au vu de la crise économique (Point 2 de l'ordre du jour)

19. Aux fins de l'examen de cette question, la Commission était saisie du document E/ECE/1455 donnant un aperçu général de l'intégration économique dans la région de la CEE.

20. Les participants à la table ronde traitant de ce sujet ont exposé leurs points de vue, dont on trouvera un compte rendu succinct à l'annexe I. Les participants à ce débat étaient les suivants:

Table ronde – Promotion de l'intégration économique et de la compétitivité mondiale dans la région de la CEE: relever les défis créés par la crise mondiale et la mondialisation

Orateurs principaux:

M. Francis Gurry, Directeur général, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

M. Igor Finogenov, Président, Banque eurasiennne de développement

M. Gennady Gatilov, Vice-Ministre des affaires étrangères, Fédération de Russie

M. Jiří Hlaváček, Vice-Président du Bureau du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 et Directeur du Département des relations multilatérales, Ministère de l'environnement, République tchèque

Intervenants:

M. Michael Landesmann, Directeur scientifique, Vienna Institute for International Economic Studies

M^{me} Jennifer Blanke, Directrice, chef du Réseau de la compétitivité mondiale, Forum économique mondial

M. Edil Mamytbekov, Secrétaire exécutif adjoint, Commission de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan

M. Alexander Kazakov, Directeur du Département des politiques économiques, Communauté économique eurasiennne

M. Srdjan Majstorovic, Directeur adjoint du Bureau de l'intégration européenne, Serbie

Conclusion 1

La Commission s'est félicitée de la richesse des exposés et déclarations présentés au titre du point 2 de l'ordre du jour et a prié le Comité exécutif de donner suite, en tant que de besoin, aux points soulevés dans le cadre de ses travaux du prochain exercice biennal.

**Rôle de l'intégration et de la coopération régionales dans la recherche
d'un développement durable dans la région de la CEE
(Point 3 de l'ordre du jour)**

a) Infrastructures pour le commerce et le transport

21. Les participants à la table ronde traitant de ce sujet ont exposé leurs points de vue, dont on trouvera un compte rendu succinct à l'annexe I. Les participants à ces débats étaient les suivants:

Orateurs principaux:

M. J.-C. Schneuwly, chef de la Section des affaires internationales, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications, Suisse

M. Henri Malosse, Président du Groupe des employeurs, Comité économique et social européen

Intervenants:

Difficultés nouvelles concernant le développement des infrastructures dans la région de la CEE

M. Enes Covrk, Directeur de l'Institut IPSA, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

M. András Timár, professeur à l'Université de Pécs, Hongrie

Facilitation des transports pour un trafic sans frontière dans la région de la CEE

M. Oleksandr Fedorov, Directeur adjoint de département, Service public des douanes ukrainiennes

M. Sergei Negrei, Directeur du Département chargé des activités en matière de commerce extérieur et de la logistique des transports, Ministère des transports et des communications, Bélarus

M^{me} Maria Sack, Directrice de l'Unité chargée des associations internationales, Département de la politique européenne des transports, Deutsche Bahn AG

M^{me} Eva Molnar, Directrice de la Division des transports, CEE

M. Nurdaulet Kilybay, Président du Comité des routes, Ministère des transports et des communications, Kazakhstan

Mise en application des normes et recommandations essentielles relatives à la facilitation du commerce

M. Edil Mamytbekov, Secrétaire exécutif adjoint, Commission de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan

M. Eoin O'Neill, Vice-Président du Service chargé de la gestion de l'intégration et de l'architecture des entreprises, chaîne d'approvisionnement DHL

Conclusion 2

La Commission s'est félicitée de la richesse des exposés et déclarations présentés au titre du point 3 a) de l'ordre du jour et a prié le Comité exécutif de donner suite, en tant que de besoin, aux points soulevés dans le cadre de ses travaux du prochain exercice biennal.

b) Coopération énergétique

22. Les participants aux deux tables rondes traitant de ce sujet ont exposé leurs points de vue, dont on trouvera un compte rendu succinct à l'annexe I. Les participants à ces débats étaient les suivants:

Orateurs principaux:

- M. Hamrokhon Zarifi, Ministre des affaires étrangères, Tadjikistan
- M. Anatoly Yanovsky, Vice-Ministre de l'énergie, Fédération de Russie
- M. Yoshiteru Uramoto, Adjoint du Directeur général, ONUDI
- M. Fabrizio Barbaso, Directeur général adjoint, DG Énergie, Commission européenne

Table ronde 1 – Amélioration des réseaux énergétiques

Intervenants:

- M. Hans Riddervold, Directeur, Union internationale de l'industrie du gaz
- M. Dimitrios Chaniotis, Conseiller, Développement des systèmes, Réseau européen des gestionnaires des réseaux de transport pour l'électricité
- M. Nicola Pochettino, Économiste principal chargé de l'énergie, Banque européenne d'investissement

Table ronde 2 – Efficacité énergétique et diversification des sources d'énergie

Intervenants:

- M. Reid Detchon, Vice-Président pour l'énergie et le climat, Fondation pour les Nations Unies
- M. Nick Otter, ancien Directeur général, Global CCS Institute
- M. Patrice Dreiski, Expert principal, Secrétariat de Energy Charter

Conclusion 3

La Commission s'est félicitée de la richesse des exposés et déclarations présentés au titre du point 3 b) de l'ordre du jour et a prié le Comité exécutif de donner suite en tant que de besoin aux points soulevés, dans le cadre de ses travaux du prochain exercice biennal.

**Nouvelles orientations et initiatives dans le programme de travail de la CEE
(Point 4 de l'ordre du jour)**

23. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents E/ECE/1456, E/ECE/1457, E/ECE/1458 et E/ECE/1459 contenant des renseignements sur des domaines d'activité qui sont relativement nouveaux ou viennent d'être introduits à la CEE.

Conclusion 4

Plusieurs États membres ont pris la parole pour faire part de leur point de vue sur les priorités et sur les domaines qui apportent une valeur ajoutée à la CEE. Les États membres sont convenus de la nécessité de procéder à un examen des priorités futures en ce qui concerne les travaux de la CEE. Le processus sera dirigé par les États membres à Genève et

dans les capitales. Le Comité exécutif a été prié d'entreprendre cet examen. Le secrétariat fournira les informations budgétaires nécessaires à cet effet.

24. Les conclusions auxquelles est parvenue la Commission au titre du point 4 de l'ordre du jour ont été consignées dans la décision A (64) relative aux travaux de la Commission, dont le texte figure au chapitre IV.

**Questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision
(Point 5 de l'ordre du jour)**

25. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document E/ECE/1460 faisant état des questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision: décision confirmant la fréquence de ses sessions, c'est-à-dire leur biennialisation; et approbation de la tenue en décembre 2011 de la quatrième réunion préparatoire régionale de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Conclusion 5

Les conclusions auxquelles est parvenue la Commission au titre du point 5 de l'ordre du jour ont été consignées dans la décision A (64) relative aux travaux de la Commission, dont le texte figure au chapitre IV.

**Rapport sur les activités du Comité exécutif
(Point 6 de l'ordre du jour)**

26. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document E/ECE/1461 faisant état des activités et des principales réalisations du Comité exécutif depuis la dernière session de la Commission.

Conclusion 6

La Commission était généralement satisfaite du fonctionnement du Comité exécutif. Toutefois, elle a invité le Comité exécutif à examiner la façon de procéder pour améliorer son mode de communication et d'interaction avec les comités sectoriels de la CEE afin de mieux assumer son rôle en matière de gouvernance et de supervision. Elle a prié le secrétariat de reconsidérer la manière dont les informations émanant des comités sectoriels sont présentées au Comité exécutif afin que celui-ci puisse débattre des questions d'actualité et se prononcer en conséquence.

27. Les conclusions auxquelles est parvenue la Commission au titre du point 6 de l'ordre du jour sont consignées dans la décision A (64) relative aux travaux de la Commission, dont le texte figure au chapitre IV.

**Questions diverses
(Point 8 de l'ordre du jour)**

28. Aucune.

**Adoption du rapport biennal de la Commission
(Point 9 de l'ordre du jour)**

29. Le rapport, y compris la décision A (64), a été adopté.

Chapitre IV

Décisions adoptées par la Commission économique pour l'Europe à sa soixante-quatrième session

A (64) – Les travaux de la Commission économique pour l'Europe

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant la réforme de la CEE adoptée en décembre 2005, prenant acte avec satisfaction de sa mise en œuvre et des résultats obtenus, et soulignant l'importance de son premier examen quinquennal qui sera effectué en 2011-2012, en vue de dégager des conclusions sur les priorités futures des travaux de la CEE,

Reconnaissant qu'une étape importante a été franchie grâce à la nouvelle structure de gouvernance de la CEE qui améliore la responsabilisation, la transparence et la cohérence horizontale des travaux de la CEE et permet de continuer à progresser dans la mise en place d'une gouvernance efficace, d'une gestion basée sur les résultats et d'un programme de travail bien adapté aux priorités et besoins des États membres, tout en tenant compte des mutations économiques intervenant au sein de la région et à l'échelle mondiale,

Confirmant que la CEE constitue une tribune multilatérale favorisant l'intégration économique paneuropéenne et transatlantique et facilitant une coopération accrue entre ses 56 États membres, apporte une contribution utile à la promotion du développement durable et à la réalisation des OMD, ainsi qu'à la stabilité générale dans la région, et est bien placée pour continuer de traiter des questions transfrontières et prendre part à la construction d'un espace économique régional cohérent,

Notant les efforts accomplis par la CEE en vue de contribuer, dans ses domaines de compétence, à la réduction des disparités et des différences existant dans les niveaux de développement économique et de protection de l'environnement,

Prenant note avec satisfaction des travaux du Mécanisme de coordination régionale restructuré qui constitue un outil important pour améliorer la cohérence des politiques dans le cadre des activités de développement de l'ONU et intensifier la coopération avec d'autres entités du système des Nations Unies à l'échelon régional,

Reconnaissant que la CEE a renforcé sa coopération avec les organisations partenaires, laquelle contribue à son tour à accroître l'impact et la pertinence des travaux de la CEE,

Encourageant la Commission à poursuivre l'échange de bonnes pratiques au-delà de sa région en tant que de besoin et conformément aux mandats des organes de l'ONU, notamment grâce à sa coopération avec les autres commissions régionales et les mécanismes de coordination à l'échelle du système des Nations Unies,

Se félicitant de l'appui qu'apporte la CEE aux pays en transition grâce à ses activités opérationnelles, notamment par le biais du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et de l'initiative Unité d'action des Nations Unies,

Reconnaissant qu'il demeure nécessaire de soutenir les pays en transition dans la poursuite de leurs efforts pour s'intégrer dans l'économie mondiale et dans les cadres existants de coopération; et *notant*, à cet égard, que les pays en transition, y compris les 18 pays remplissant les conditions requises pour recevoir une aide publique au développement, conformément aux règles de l'OCDE, sont les bénéficiaires de près de 90 % des activités et fonds de coopération technique de la CEE,

Prenant acte des décisions adoptées entre deux sessions pour donner des conseils relatifs aux échanges commerciaux au Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques et demandant la mise en œuvre intégrale de ces décisions,

Reconnaissant les travaux accomplis par la CEE pour donner effet au mandat global qui incombe à l'ONU en matière d'égalité des sexes grâce à la promotion d'une approche économique dans ce domaine en tant que facteur indispensable à une croissance et à un développement soutenus,

1. *Réaffirme* les orientations stratégiques adoptées par la réforme de la CEE de 2005, sans préjuger des résultats de l'examen de cette réforme qui aura lieu en 2011-2012 et qui devrait tirer parti des enseignements dégagés et des pratiques optimales;

2. *Se félicite* des progrès accomplis à ce jour et de l'utilité des efforts actuellement menés pour assurer l'amélioration du fonctionnement et de l'efficacité du Comité exécutif;

3. *Réaffirme* l'attachement de ses États membres à soutenir et renforcer la mise en œuvre effective du mandat de l'organisation, à veiller à la pertinence de ses travaux de fond et à la faire mieux connaître ainsi qu'à préserver et promouvoir sa pertinence en tant qu'instance régionale dans ses domaines de compétence, en répondant efficacement aux besoins évolutifs de ses États membres, et en tenant compte des besoins particuliers des pays en transition qui en font partie;

4. *Encourage* la Commission à continuer de jouer son rôle de catalyseur en transformant en acquis régionaux les objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale et en favorisant la réalisation de ces objectifs;

5. *Se félicite* de la portée mondiale des instruments, règles, normes et activités de la CEE dans l'intérêt des autres pays et régions mettant en lumière l'importance d'une nouvelle amélioration et rationalisation de la coopération et des relations déjà étroites qui existent entre la CEE et d'autres partenaires dans la région;

6. *Prie* la CEE de contribuer à la cohérence de l'action du système des Nations Unies aux niveaux national, régional et mondial, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 62/208 sur l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et sa résolution 62/277 sur la cohérence du système des Nations Unies;

7. *Prie* le Comité exécutif d'examiner minutieusement, en tant que de besoin, les conclusions des débats de la soixante-quatrième session de la Commission, dans le cadre de l'examen des programmes de travail des comités sectoriels de la CEE entre deux sessions, et demande aussi aux comités sectoriels compétents de la CEE d'étudier minutieusement les produits en question, selon qu'il conviendra;

Réunion préparatoire régionale en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

8. *Décide* d'organiser la réunion préparatoire régionale en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable les 1^{er} et 2 décembre 2011 à Genève, conformément à la décision prise par la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale selon laquelle les réunions régionales de mise en œuvre deviendraient des réunions préparatoires régionales pour la Conférence en 2011 (A/RES/64/236);

9. *Invite* les États membres à envisager les possibilités de verser une contribution extrabudgétaire pour aider à financer le coût de la réunion préparatoire régionale en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable;

Conférence ministérielle sur le vieillissement

10. *Reconnaît* le rôle central du Groupe de travail sur le vieillissement de la CEE dans la coordination des éléments régionaux du deuxième cycle d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et de sa stratégie régionale d'exécution en 2011-2013;

11. *Décide* d'organiser la Conférence ministérielle de la CEE sur le vieillissement les 19 et 20 septembre 2012 pour marquer l'achèvement à l'échelon régional du deuxième cycle d'examen et d'évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et exprime sa gratitude au Gouvernement autrichien qui a proposé d'accueillir la réunion;

Fréquence des sessions de la Commission

12. Prenant en considération le fait que le Comité exécutif est habilité à agir, conformément à son mandat, au nom de la Commission entre deux sessions biennales de celle-ci et exprimant sa satisfaction concernant l'efficacité des travaux entrepris par le Comité exécutif à ce titre, *décide* que la prochaine session de la Commission se tiendra en 2013 et ajourne l'adoption d'une décision définitive sur la fréquence de la session;

Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale

13. *Salue* les nouveaux progrès réalisés au titre du programme SPECA et son rôle dans la promotion de la coopération économique régionale et dans la facilitation de la paix et de la stabilité en Asie centrale, ainsi que le renforcement de sa coopération avec l'Afghanistan dans le cadre du groupe restreint de haut niveau du Conseil régional de coopération économique sur l'Afghanistan;

Aide pour le commerce

14. *Demande* en outre que des travaux soient entrepris, en coopération avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres organisations, pour encourager et assurer la participation pleine et entière de tous les pays en transition à l'initiative Aide pour le commerce de l'OMC;

15. *Prend note* des résultats de la Conférence ministérielle sur la feuille de route pour l'aide au commerce du Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale et demande au secrétariat de collaborer avec l'OMC et d'autres organisations à l'appui du suivi de cette conférence et pour veiller à assurer la participation et l'engagement continus des pays prenant part au Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale à l'initiative Aide pour le commerce de l'OMC;

Innovation et compétitivité

16. *Soutient* la réalisation d'études de performance de l'innovation dans le cadre du mandat du Comité de la coopération et de l'intégration économiques;

Sécurité routière

17. *Reconnaît* l'importance de la résolution 64/255 de l'Assemblée générale sur l'amélioration de la sécurité routière mondiale et sa mise en œuvre et prend note du lancement de la Décennie d'action pour la sécurité routière et des initiatives de la CEE pour renforcer les activités en matière de sécurité routière;

18. *Soutient* les efforts de la CEE pour améliorer la coordination avec d'autres acteurs internationaux appartenant au système des Nations Unies ou non dans des domaines

ayant une incidence sur la sécurité routière et la recherche de ressources supplémentaires pour les travaux sur la sécurité routière et *appelle* la communauté internationale des donateurs à fournir des financements additionnels à l'appui des programmes d'action pour la sécurité routière de la CEE;

Transport

19. *Prend note* du travail accompli avec succès par le Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules;

20. *Prend note* des conclusions formulées dans le Livre blanc de la CEE sur l'efficacité et la viabilité des transports par voie navigable en Europe et *prie* le secrétariat, en coopération étroite avec les principaux intervenants, d'aider les États membres à donner effet aux recommandations générales figurant dans le Livre blanc, ainsi qu'à assumer des tâches précises nouvelles à l'appui du développement des transports par voie navigable intérieure, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires;

21. *Prend note* du document intitulé «Transport for sustainable development in the UNECE region» qui met l'accent sur les pratiques optimales nationales ainsi que sur les principaux enjeux liés à l'amélioration de la viabilité économique, sociale et environnementale des infrastructures et services de transport;

22. *Accueille avec satisfaction* le projet mondial sur la réduction des émissions de CO₂ dans le domaine des transports intérieurs (projet de l'ONU relatif aux futurs systèmes de transports intérieurs – ForFITs) et *invite* tous les États membres à participer activement à sa mise en œuvre;

23. *Prend note* du développement des infrastructures de transport en Europe et en Asie centrale, ainsi que de l'avancée des projets d'autoroute transeuropéenne et de chemins de fer transeuropéens et des projets de liaisons de transport Europe-Asie et *invite* le secrétariat à continuer de soutenir ces initiatives nationales, et à consolider ses relations avec les autres organisations intéressées;

24. *Demande* au Comité exécutif de veiller à l'application sans entrave de la Convention TIR et de faire en sorte que la totalité du budget de l'organisme mandaté fasse l'objet d'une vérification extérieure des comptes conformément aux normes internationales communément acceptées;

La gestion durable des forêts et l'Année internationale des forêts

25. *Réitère* son engagement et son soutien à l'égard des travaux de la CEE concernant la forêt et le bois et *accueille favorablement* les activités proposées pour l'Année internationale des forêts;

26. *Réitère* aussi la nécessité d'éviter les doubles emplois et le chevauchement des activités, ainsi que de développer et renforcer les synergies à l'échelon paneuropéen en ce qui concerne les travaux sur les forêts, le développement de la coopération déjà excellente qui existe avec la FAO dans les cas où il existe un programme de travail commun CEE/FAO et un secrétariat commun pour appuyer ce programme;

27. À ce propos, *prie* le secrétariat de continuer de proposer les compétences et les services de la section commune CEE/FAO à l'appui des activités forestières paneuropéennes, y compris le processus Forest Europe, ainsi que d'autres processus pertinents au niveau mondial (par exemple, le Forum des Nations Unies sur les forêts);

Enjeux en matière de logement dans la région

28. *Encourage* le Comité du logement et de l'aménagement du territoire à rendre compte au Comité exécutif, après sa session annuelle d'octobre 2011, premièrement de la possibilité d'organiser en 2012 une réunion ministérielle pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des instruments de la CEE relatifs au logement et de définir des futures orientations politiques pour les travaux du Comité, et deuxièmement des résultats des activités du Groupe de travail compétent à composition non limitée sur les avantages et les inconvénients d'un éventuel instrument ayant force obligatoire sur le logement;

29. *Encourage* le Comité du logement et de l'aménagement du territoire à considérer l'administration des terres et les «marchés immobiliers» comme des composantes essentielles de ses travaux;

Septième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» et processus Environnement et santé

30. *Reconnaît* le rôle important du processus «Un environnement pour l'Europe» dans les progrès de la gouvernance environnementale à l'échelle de la région, et *remercie* le Gouvernement kazakh d'accueillir la septième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe»; *est consciente* de l'importance pour la région des deux thèmes majeurs de la Conférence, à savoir: a) la gestion durable de l'eau et des écosystèmes liés à l'eau; et b) pour une économie respectueuse de l'environnement: prise en compte de l'environnement dans le développement économique; et *compte* que les résultats de la Conférence représenteront un apport important à la contribution régionale à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra en 2012 (Rio+20);

31. *Se félicite* de la coopération qui s'est instaurée entre la CEE et le Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé aux fins de la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle de Parme, notamment de la création d'un Conseil ministériel européen de l'environnement et de la santé et du Groupe de travail européen Environnement et santé. Dans ce contexte, elle *reconnaît* l'importance des activités communes et de la promotion de synergies pour traiter les questions relatives à l'environnement et la santé en encourageant la mise en œuvre du Protocole sur l'eau et la santé, du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement, du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale et des activités de l'Équipe spéciale mixte des aspects sanitaires de la pollution atmosphérique; et en menant à bien le programme d'études de la performance environnementale de la CEE;

32. *Reconnaît* la valeur des accords multilatéraux sur l'environnement adoptés par la CEE, notamment des instruments importants sur l'eau, l'air, l'évaluation de l'impact environnemental, les accidents industriels, la participation du public et l'accès à l'information et à la justice en matière d'environnement;

Statistiques

33. *Souligne* l'importance de données statistiques de bonne qualité en tant que base pour la formulation de politiques appropriées et fondées sur des informations factuelles pour prendre en compte les préoccupations croissantes concernant le développement durable et la qualité de la vie relative à l'environnement, et *prie* la Conférence des statisticiens européens de formuler des recommandations et d'arrêter, après avoir pris en compte les statistiques existantes aux niveaux régional, infrarégional et national, un cadre commun pour la mesure du développement durable dans le cadre des statistiques officielles;

34. *Soutient* les travaux menés par la CEE avec des experts nationaux de l'environnement et des spécialistes des statistiques officielles pour remédier aux

divergences méthodologiques, au déficit d'information et au manque d'orientation claire quant à la production d'indicateurs environnementaux dans les domaines clefs que sont l'air pur, l'énergie, l'eau potable, les déchets, la biodiversité de la forêt et le transport durable;

35. *Reconnaît* la nécessité de disposer de statistiques solides, pertinentes et comparables sur les indicateurs environnementaux, par exemple sur les changements climatiques, et de renforcer la capacité qu'ont les services nationaux de statistique de produire des statistiques sur les indicateurs relatifs à l'environnement;

Énergie

36. *Encourage* la CEE à promouvoir le dialogue, l'intégration et la coopération au plan régional grâce à des normes de sécurité en matière de production, de transformation, de transport, et d'utilisation de l'énergie contribuant à assurer un développement économique accessible et durable;

37. *Prend note* en particulier de ses travaux sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable et *encourage* son engagement actif permanent au niveau mondial avec d'autres organismes des Nations Unies, y compris les autres commissions régionales et Énergie-ONU, en ce qui concerne l'éventail de questions énergétiques, notamment les ressources naturelles nationales;

38. *Adopte* le «Guide des pratiques optimales de captage et d'utilisation du méthane provenant des mines de charbon» et *décide* de proposer au Conseil économique et social d'en recommander l'application dans le monde entier;

Comité exécutif

39. *Invite* le Comité exécutif à examiner les moyens de mieux interagir avec les présidents des Comités sectoriels de la CEE afin d'assurer son rôle de gouvernance et de supervision pendant l'intersession;

40. *Invite* le Comité exécutif à décider des modalités de l'examen à venir qu'il entreprendra en vue de proposer des décisions sur la question, qui seront adoptées à la prochaine session de la CEE.

Annexe I

Débats tenus au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour

(La présente annexe contient un résumé des principales observations formulées par les différents participants à titre individuel et ne devrait pas être considérée comme un texte reflétant les positions arrêtées d'un commun accord par les États membres de la CEE.)

Point 2

Intégration économique dans la région de la CEE: évolutions et nouvelles difficultés au vu de la crise mondiale

Au cours de ce débat, un ou plusieurs orateurs et participants ont abordé les points et défis suivants relatifs à l'intégration économique et à la compétitivité dans la région de la CEE:

- La crise économique mondiale a durement éprouvé la région de la CEE. L'instauration d'une coopération mondiale, de même que régionale, et une amélioration de l'intégration économique sont nécessaires pour consolider la reprise et créer des économies dynamiques fondées sur la connaissance qui soient en outre compatibles avec le respect de l'environnement;
- La crise aura des incidences importantes sur le développement économique futur de la région et sur la conception et le fonctionnement des institutions tant nationales que régionales;
- Jusqu'ici, le protectionnisme a été relativement modéré durant la crise, mais il faut continuer à veiller à ce que les pays ne se retranchent pas dans une attitude protectionniste;
- Le développement humain doit s'inscrire dans un contexte mondial, ce qui exige une coopération étroite entre les organismes des Nations Unies, les commissions régionales et le G-20;
- L'innovation est la clef du développement d'économies dynamiques fondées sur la connaissance et d'une élévation à long terme du niveau de vie d'une manière compatible avec le respect de l'environnement. Les politiques menées par les pouvoirs publics jouent un rôle dans la création d'un contexte favorable à l'activité d'innovation;
- Les mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer l'efficacité, l'intégration et la croissance doivent être fermement ancrées dans des principes et objectifs arrêtés au niveau international;
- Suite à la crise, il faut restructurer les finances publiques selon des modalités qui favorisent la croissance;
- Une coopération régionale et intergouvernementale est nécessaire à l'établissement d'un cadre institutionnel et réglementaire solide afin de mettre en place des économies compétitives et novatrices qui soient en accord avec le principe du développement durable.

Pour relever les défis dont il est fait état ci-dessus, un ou plusieurs orateurs ont suggéré des possibilités d'action, à savoir:

- La nécessité de définir et mettre en œuvre des politiques pour réaliser une croissance fondée sur la connaissance et assurer la protection de l'environnement dans toutes les parties de la région;
- La crise a exigé des innovations d'ordre institutionnel en matière de gouvernance régionale. Par exemple, les modalités de réglementation et de supervision financières tant au niveau national qu'au niveau de l'UE sont dépassées suite à la crise. La gouvernance économique de l'UE a été sensiblement modifiée et plusieurs institutions nouvelles importantes comme le mécanisme européen de stabilité ont été mises en place. Les accords existants, tels que le Pacte de stabilité et de croissance, ont été réformés et assis plus solidement sur des règles avec l'introduction de nouveaux mécanismes de surveillance et de mise en application;
- Un soutien doit être accordé aux pays en transition pour les aider à s'intégrer dans l'économie mondiale et dans des institutions mondiales et régionales;
- Le SPECA offre un cadre pour appuyer les pays d'Asie centrale dans leurs efforts de développement et leur permettre notamment de tirer parti de l'Initiative d'aide au commerce, d'harmoniser les plans relatifs aux infrastructures de transport et de gérer de manière concertée les ressources en eau;
- Plusieurs orateurs ont mis en lumière la place importante qu'occupent les accords commerciaux et économiques régionaux dans le soutien des efforts de redressement nationaux. Les participants ont procédé à un tour d'horizon des faits nouveaux survenus dans le cadre de la Communauté économique eurasiennne (EurAsEC), notamment ceux qui concernent la création de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan en juillet 2010;
- Il a été souligné que l'Union douanière se félicitait de la coopération instaurée avec la CEE qui l'aide à mettre au point et à développer les documents et systèmes électroniques comme les guichets uniques pour les exportations et les importations, et à les aligner sur les normes internationales;
- Les activités entreprises par la Banque eurasiennne de développement en vue de promouvoir le développement et l'intégration économiques entre ses États membres ont été passées en revue. La Banque a fourni des ressources substantielles pour financer les investissements en matière d'infrastructure dans les pays participants. Eu égard à la complémentarité des objectifs de la CEE et de la BED, une coopération étroite s'est établie entre ces deux organisations, ce qui a permis d'accroître l'efficacité de l'une et de l'autre;
- Une intégration plus poussée exige la modernisation des infrastructures de transport et les organisations régionales ont joué un rôle significatif dans ce contexte;
- La CEE devrait, pour appuyer le processus de modernisation en cours en Europe orientale et en Europe du Sud-Est, mettre à disposition son savoir-faire concernant les politiques d'innovation et de compétitivité;
- La coopération régionale est un ingrédient important de l'égalité entre hommes et femmes. Il s'agit notamment de promouvoir l'innovation en développant l'entreprenariat féminin et de renforcer les droits des femmes. Israël a réaffirmé sa volonté de continuer d'appuyer les travaux de la CEE sur l'égalité entre hommes et femmes.

Plusieurs auteurs de communications et intervenants ont reconnu que la CEE jouait un rôle important en ce sens qu'elle pouvait aider ses États membres à relever ces défis en matière de développement, conformément à son objectif fondamental qui consiste à intégrer

les économies émergentes d'Europe dans un plus vaste espace européen ainsi que dans l'économie mondiale.

Le Royaume-Uni a encouragé tous les États membres de la CEE qui font partie de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à appuyer tous les États membres de la CEE qui sont en voie d'adhésion, notamment les membres de l'Union douanière fondée récemment par le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan, dans les efforts qu'ils déploient pour adhérer à l'OMC.

Résumé des discours d'orientation et des débats

M. Francis Gurry, Directeur général, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

La promotion de l'innovation, y compris la création et la commercialisation de la propriété intellectuelle, est un facteur essentiel de redressement après la crise et, plus généralement, un moteur du développement économique. L'accent a été mis sur plusieurs tendances de l'activité novatrice, notamment sur l'importance de plus en plus grande de la Chine. L'innovation s'appuie sans cesse davantage sur la collaboration internationale et l'intégration économique a contribué à cette collaboration. Les stratégies nationales en matière d'innovation ont acquis une importance toujours croissante dans la recherche de la compétitivité et les pouvoirs publics doivent adopter une vision d'ensemble à l'égard de l'économie du savoir. Pour que les stratégies de cette nature soient couronnées de succès, les politiques publiques doivent être axées sur l'enseignement supérieur et le soutien de la collaboration entre les universités, les organismes publics et la communauté des affaires de manière à assurer la commercialisation de la connaissance et à permettre un progrès technologique rapide. L'OMPI et la CEE ont apporté leur concours à de nombreuses réunions ou autres activités sur le développement des capacités dans le domaine de la commercialisation et de la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle en Europe orientale, en Europe du Sud-Est, en Turquie et en Asie centrale, et il est souhaitable de développer cette coopération.

M. Gennady Gatilov, Vice-Ministre des affaires étrangères, Fédération de Russie

La Commission offre une tribune régionale exceptionnelle pour promouvoir une coopération étroite et l'échange de bonnes pratiques entre pays de la région paneuropéenne. La Russie soutient pleinement les activités de la Commission tout en fournissant des contributions volontaires à l'appui des projets d'assistance technique de la CEE. Ce soutien a permis de renforcer les activités dans un certain nombre de domaines, y compris la facilitation du commerce, la sécurité routière et la coopération transfrontière relative à la gestion des ressources en eau et des ressources énergétiques. Dans le secteur de l'environnement, la Conférence Rio+20 devrait définir une conception équilibrée du développement durable, favorisant le passage à une économie verte dans les limites des capacités disponibles. La Russie préconise un large dialogue d'experts sur la question de la sécurité énergétique dans le cadre d'un groupe informel d'experts constitué au sein de la CEE.

M. Igor Finogenov, Président, Banque eurasiennne de développement

Le Mémorandum d'accord signé par la CEE et la Banque eurasiennne de développement (BED) en décembre 2010 offre un excellent cadre pour le renforcement de la coopération dans plusieurs domaines, notamment le développement des infrastructures de transport, l'efficacité énergétique, la protection de l'environnement et la gestion efficace des ressources en eau, en particulier dans le cadre du Programme spécial des Nations Unies pour l'économie des pays d'Asie centrale (SPECA). La BED continuera de financer les examens de la performance en matière d'innovation entrepris sous l'égide de la CEE et

portant sur les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale, eu égard à l'importance majeure des politiques d'innovation pour le développement économique de ses États membres. La Banque eurasiennne de développement a aussi financé l'étude de performance en matière d'innovation du Bélarus qui a été menée récemment par une équipe internationale d'experts dirigée par la CEE. Cette étude comprenait un certain nombre de recommandations formulées à l'adresse du Gouvernement dans le but d'améliorer la capacité d'innovation du Bélarus. L'attention a été appelée sur les activités de la Banque eurasiennne de développement concernant la promotion du développement et de l'intégration économiques entre ses États membres. La BED a fourni des ressources financières importantes aux fins des investissements dans l'infrastructure des pays participants. Globalement, les programmes entrepris et le financement assuré par la BED ont contribué à un accroissement considérable à moyen terme des flux commerciaux et financiers dans l'ensemble de la région couverte par ses activités.

M. Jiří Hlaváček, Vice-Président du Bureau du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 et Directeur du Département des relations multilatérales, Ministère de l'environnement, République tchèque

Pour ce qui est de la politique régionale en matière d'environnement, il a été constaté que les tendances actuelles de l'activité économique dans les pays de la CEE n'étaient pas compatibles avec le respect de l'environnement. Par conséquent, les États membres de la CEE devront réduire la consommation de matières premières et d'énergie au sein de leur économie tout en s'attachant à promouvoir le progrès technique. À cet effet, il faudra s'orienter vers une économie plus novatrice et plus verte. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra à un haut niveau à Rio de Janeiro en juin 2012 s'emploiera à dégager un large consensus sur deux grands thèmes: i) une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté; et ii) le cadre institutionnel pour la gestion du développement durable. Grâce à ce consensus, la Conférence vise à assurer un regain d'engagement politique en faveur du développement durable, tout en formulant des recommandations fondées sur l'analyse des faits concernant la manière de réaliser les objectifs déjà convenus. Le processus préparatoire Rio+20 exige des apports des parties prenantes concernant les progrès réalisés ainsi que les principaux enjeux et risques dans le domaine du développement durable, notamment les apports au processus Rio+20 qui devront être fournis d'ici à la septième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» de la CEE qui doit se tenir prochainement.

M. Michael Landesmann, Directeur scientifique, Vienna Institute for International Economic Studies

L'un des aspects fondamentaux de l'intégration économique des pays émergents de la CEE réside dans l'intégration des marchés financiers. Bien qu'elle ait procuré à ces pays les capitaux extérieurs supplémentaires dont ils ont besoin, cette forme d'intégration a également engendré pour bon nombre d'entre eux certains déséquilibres et faiblesses, se traduisant notamment par d'importants déficits des comptes courants et une croissance excessive du crédit dans le secteur privé. Cette évolution a rendu les pays émergents plus vulnérables aux chocs extérieurs et lorsque les marchés mondiaux des capitaux ont souffert de dysfonctionnements durant la crise, les économies en question ont été plus durement touchées que n'importe quelle autre région du monde. Pour être couronnée de succès, l'intégration économique doit s'inscrire dans un cadre institutionnel et réglementaire approprié, ce qui exige une coopération régionale et intergouvernementale. Les effets de la crise continuent de se faire sentir en ce sens que le chômage reste élevé et que des mesures d'austérité doivent être prises pour remédier aux déficits budgétaires. Il a également été noté que la prépondérance actuellement donnée à la promotion d'un redressement économique après la crise ne devrait pas détourner l'attention des décideurs des réformes

plus fondamentales qui s'avèrent nécessaires pour créer des économies compétitives et novatrices dans l'optique d'un développement durable.

M^{me} Jennifer Blanke, Directrice, chef du Réseau de la compétitivité mondiale, Forum économique mondial

L'intégration économique dans la région de la CEE est assez poussée, mais il subsiste bon nombre d'obstacles et de disparités régionales qui revêtent une importance particulière sur le plan de la qualité des institutions, des infrastructures, de la modernité des entreprises et des capacités d'innovation et de progrès technologique. Compte tenu de ces différences, les mesures que doivent prendre les pouvoirs publics pour accroître l'efficacité, l'intégration et la croissance varient d'un pays à l'autre. Néanmoins, l'importance accordée à la promotion de l'innovation, ainsi que la recherche d'un mode de développement écologiquement viable sont des éléments fondamentaux communs des efforts déployés pour améliorer les niveaux de vie dans tous les pays de la CEE.

M. Edil Mamytkbekov, Secrétaire exécutif adjoint, Commission de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan

L'attention a été appelée sur les faits nouveaux intervenus dans le cadre de l'EurAsEC, notamment ceux qui concernent la création de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan en juillet 2010. Les détails de l'accord ont été expliqués, en particulier ceux qui concernent l'harmonisation des règlements sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, la politique fiscale, la répartition des droits liés aux échanges commerciaux et la mise en place de systèmes statistiques pour exercer une activité de surveillance. Il a également été fait état des projets futurs visant à étendre la portée de cette union en y incluant les questions monétaires, énergétiques et relatives aux migrations. En dépit de sa brève existence et du contexte économique difficile dans lequel elle évolue, il s'est avéré que l'impact initial de l'Union douanière avait été positif puisque les échanges commerciaux, l'investissement et le PIB ont sensiblement augmenté depuis la mise en place de l'Union douanière.

M. Alexander Kazakov, Directeur du Département des politiques économiques, Communauté économique eurasiennne

L'EurAsEC est parvenue à promouvoir les échanges réciproques, l'investissement et la croissance. Un fonds anticrise a été créé pour aider ses membres à se relever de la crise et il a servi notamment à développer les investissements et à favoriser l'innovation dans la région. Un cadre de coopération industrielle internationale a également été mis en place. L'Union douanière récemment créée dans le contexte de l'EurAsEC sera suivie par la mise en place progressive d'un espace économique unique, en commençant par des mesures concrètes visant à établir une zone franche en 2012. L'EurAsEC a coopéré étroitement avec la CESAP, la CEE et l'ONUDI. L'étude de performance en matière d'innovation du Kazakhstan entreprise sous la direction de la CEE devrait s'achever cette année.

M. Srdjan Majstorovic, Directeur adjoint du Bureau de l'intégration européenne, Serbie

Des progrès sensibles ont été enregistrés en ce qui concerne le processus d'intégration dans l'UE de la zone située à l'ouest des Balkans et le développement de la coopération régionale dans les domaines du commerce, de l'investissement, des transports, de l'énergie, de la justice et de la lutte contre le crime organisé et la corruption. La volonté d'appartenir à l'Union européenne et d'autres efforts de coopération régionale consentis dans le sud-est de l'Europe ont jeté les bases pour assurer un développement social, politique et économique plus large et la stabilité de la sous-région. Les diverses étapes de l'intégration de la Serbie à l'UE ont été exposées. Les nombreux accords conclus avec l'UE ont permis un développement rapide des échanges entre la Serbie et l'UE. On a également

constaté la complémentarité entre les travaux de la CEE et les priorités fixées pour l'UE, notamment l'amélioration du climat dans lequel évoluent l'activité des entreprises et l'investissement, le renforcement des capacités et la mise en place de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. La Serbie a bénéficié des programmes et des compétences de la CEE dans un certain nombre de domaines et espère pouvoir encore en profiter à l'avenir, notamment dans le cadre du processus d'intégration au sein de l'UE.

Point 3

Rôle de l'intégration et de la coopération régionales dans la recherche d'un développement durable dans la région de la CEE

a) Infrastructure pour le commerce et le transport

Au cours de ce débat, un ou plusieurs orateurs et participants ont abordé les points et problèmes suivants relatifs à la mise en place de systèmes de transport économiquement, socialement et écologiquement viables:

- Les transports sont l'un des secteurs clés qui contribuent à promouvoir l'intégration régionale et le développement durable car ils occupent une place essentielle dans le développement économique et le bien-être social des pays de la CEE;
- Les pouvoirs publics continuent de jouer un rôle crucial dans le développement des transports, principalement grâce à la mise en place d'infrastructures et à l'établissement d'un cadre réglementaire;
- Le développement durable des transports représente un enjeu important pour tous les pays membres de la CEE. Une approche multisectorielle concertée et cohérente doit être adoptée pour faire face aux défis économiques, sociaux et écologiques qui résultent des évolutions concernant les transports. En outre, un développement durable des transports exige une approche systémique, c'est-à-dire la prise en compte des transports locaux, régionaux, nationaux et internationaux;
- Il importe de consacrer des investissements aux infrastructures de transport pour permettre aux économies, aux entreprises et aux personnes de mieux s'intégrer dans l'économie mondiale et de tirer parti des nouvelles perspectives économiques. Pour les pays en transition, les pays sans littoral et d'autres pays en développement, il est essentiel de réunir suffisamment de fonds pour assurer le développement durable des infrastructures en matière de transport;
- L'intégration des réseaux nationaux dans les réseaux régionaux exige une coordination plus étroite aux niveaux régional et infrarégional;
- L'insuffisance des ressources nationales disponibles pour les investissements conjuguée au plan ambitieux en matière d'infrastructure exige que l'on fasse appel dans un même temps à toutes les sources de financement pertinentes, à la fois publiques et privées, de même que nationales et internationales;
- La décision concernant l'importance des financements privés par rapport aux financements publics est un élément stratégiquement important de l'engagement qui a été pris de développer les infrastructures en matière de transport. Les budgets publics resteront importants, mais le rôle des institutions internationales de financement sera essentiel pour financer un développement équilibré des grands axes transnationaux et du système de transport général;
- Les délais de franchissement de nombreuses frontières dans la région de la CEE sont encore trop longs. Les entraves les plus courantes au franchissement rapide des frontières sont la complexité des procédures de contrôle, les quotas et licences en

matière de transport, les droits de transit, les mesures de sécurité supplémentaires, les escortes obligatoires, le non-respect des conventions internationales, etc.;

- La facilitation des transports exige une approche intégrée englobant les transports, les communications, les douanes et d'autres organismes présents aux frontières, ainsi qu'une coopération interinstitutions et internationale;
- Les divergences des règlements en matière de transport constituent des entraves importantes au commerce. Il est donc crucial que les règlements relatifs aux transports soient harmonisés à l'échelle internationale, notamment ceux qui concernent le transport international de marchandises par chemin de fer;
- Il convient de surveiller les émissions de CO₂ pour que les pouvoirs publics puissent prendre les mesures qui s'imposent.

Afin de relever les défis essentiels énumérés ci-dessus, un ou plusieurs orateurs ont suggéré des possibilités d'action:

- Pour tirer le meilleur parti possible de ressources limitées, il est essentiel de définir un cadre de coordination plus contraignant. Ces travaux doivent être intensifiés, et des mesures concrètes doivent être prises pour faciliter le financement du développement futur des projets jugés prioritaires dans le domaine des infrastructures de transport;
- Des obstacles transfrontières aux transports internationaux nuisent à l'amélioration de l'intégration et de la coopération ainsi qu'au développement économique. La CEE et ses États membres pourraient unir leurs efforts pour simplifier encore davantage les procédures en s'appuyant sur les instruments internationaux existants, des stratégies concertées de gestion des frontières et l'échange électronique de documents pertinents pour éliminer les obstacles et faciliter le mouvement transfrontière des marchandises;
- Il est nécessaire d'adopter des dispositions législatives transparentes et harmonisées qui s'appliquent de la même manière dans tous les pays de la CEE le long des couloirs ferroviaires et éliminent aussi les procédures compliquées de franchissement des frontières. La CEE pourrait collaborer avec les États membres intéressés afin d'éliminer les inconvénients dus à l'absence de législation ferroviaire unique relative au transport international de marchandises.

À cette session de haut niveau, les enjeux et possibilités relatifs au commerce énumérés ci-après ont été abordés par un ou plusieurs orateurs et participants:

- L'adoption de normes relatives au commerce international et au commerce électronique s'impose pour faciliter l'intégration des chaînes d'approvisionnement international. Les normes de cette nature aident les entreprises à partager des modèles d'entreprise communs avec les fournisseurs et les partenaires à l'échelle mondiale, ce qui permet de réduire les frais de fonctionnement, d'améliorer la transparence de l'information et d'exercer un contrôle plus efficace en simplifiant et en normalisant les procédures tout en permettant aux sociétés de se concentrer sur l'innovation;
- Les pouvoirs publics doivent accélérer la mise en œuvre des processus pour harmoniser et appliquer efficacement les normes et instruments relatifs au commerce. Ces processus incluent les guichets uniques pour les exportations et les importations; la gestion des risques et les contrôles coordonnés aux frontières. Ils réduisent les obstacles aux échanges commerciaux pour les petites et moyennes entreprises (PME) et peuvent apporter une contribution importante au

développement et à la croissance durables de tous les pays de la région de la CEE, et notamment des pays en transition;

- La coopération entre les principaux acteurs de la facilitation du franchissement des frontières, y compris les organismes présents aux frontières et les transporteurs, est d'une importance fondamentale pour réduire les délais de dédouanement et pour accélérer le mouvement transfrontière des marchandises.

Certains orateurs et participants ont également souligné l'importance de la poursuite des travaux de la CEE sur la facilitation des transactions commerciales et interentreprises aux niveaux national et international. Ils ont notamment mis l'accent sur les éléments suivants:

- Le rôle que la CEE peut jouer en tant que tribune pour un dialogue intrarégional sur les questions réglementaires, les normes et les obstacles techniques au commerce entre les gouvernements, le secteur des entreprises et les institutions de l'UE dans le but de faire progresser l'intégration régionale de l'Europe orientale et de l'Asie centrale;
- La nécessité d'adopter des normes mondiales relatives aux échanges commerciaux et au commerce électronique telles que celles qui ont été élaborées par le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU), ainsi que la nécessité d'instaurer une collaboration efficace entre la CEE et d'autres organismes de normalisation;
- La nécessité d'un soutien de la CEE à la mise en place d'interfaces uniques pour l'échange de données commerciales entre les acteurs du commerce aux niveaux infrarégional et régional.

Résumé des discours d'orientation et des débats

M. J.-C. Schneuwly, chef de la Section des affaires internationales, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications, Suisse

L'orateur principal a présenté la nouvelle publication de la CEE intitulée «Transports pour un développement durable» qui est axée sur les usagers des services de transport. Elle fait état d'un grand nombre de pratiques optimales qui proposent un large éventail de politiques et mesures destinées à créer des systèmes de transport économiquement et socialement plus viables. M. Schneuwly a cité des exemples d'instruments utiles qui favorisent une utilisation plus efficace des services de transport et de l'énergie, permettent de gérer avec succès la demande de transports, offrent des solutions améliorant l'accès aux services de transport et les rendant plus abordables pour tous les groupes de population. L'accès à des transports d'un coût abordable, la sûreté, la sécurité et les aspects environnementaux occupent une place prépondérante parmi les dimensions économiques, sociales et écologiques de la politique des transports et exigent une coordination, une coopération et une approche systématique indispensables à la mise en place de systèmes de transport durables.

M. Henri Malosse, Président du Groupe des employeurs, Comité économique et social européen

Dans son discours d'orientation, M. Malosse a souligné qu'en Europe, 8 emplois sur 10 sont créés dans des PME, et la capacité de ces entreprises de participer aux chaînes mondiales d'approvisionnement est un facteur important de développement et de croissance durables. Les PME doivent jouer un rôle important dans la transition vers une économie de marché. Il faut encourager le développement des PME dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale grâce aux mesures suivantes: réduction des entraves au commerce;

amélioration de l'accès au crédit et à l'emprunt; promotion de leur participation aux secteurs industriels stratégiques (par exemple au secteur énergétique); incitation à l'innovation; et programmes de développement des capacités. La CEE pourrait apporter une contribution substantielle à ces efforts en collaborant avec d'autres acteurs régionaux et nationaux importants, notamment avec les unions douanières et les organismes commerciaux afin d'appuyer la participation des PME aux chaînes d'approvisionnement.

M. Enes Covrk, Directeur de l'Institut IPSA, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

La planification intégrée des infrastructures en matière de transport aux niveaux régional et infrarégional exige une coopération et une coordination étroites des plans nationaux. Les travaux de la CEE et la contribution de la Commission à l'amélioration des infrastructures ont présenté un grand intérêt et leur rôle est important, notamment dans le secteur des transports intérieurs, en raison des accords multilatéraux de la CEE relatifs aux infrastructures. En outre, une plate-forme d'échange d'informations sur les pratiques optimales et l'assistance technique a été mise en place au sein de la Commission. Divers outils analytiques élaborés par la CEE facilitent la mise en pratique des accords sur les infrastructures et servent de base à l'assistance technique. Pour pouvoir répondre à l'accroissement de la demande d'assistance dans ce domaine, la CEE doit continuer de bénéficier de l'appui des États membres et d'un plus large volume de ressources (ordinaires ou extrabudgétaires) en vue de mener à bien les projets de développement.

M. András Timár, professeur à l'Université de Pécs, Hongrie

La crise économique récente a sensiblement amoindri le volume des fonds publics que les pays peuvent allouer au financement des projets en matière d'infrastructures de transport. En effet, dans de telles circonstances, les États doivent donner la priorité à l'assainissement budgétaire. Parallèlement, le secteur privé est confronté à de graves difficultés en ce qui concerne la collecte de fonds. Il s'agit essentiellement de trouver les moyens de réunir des ressources nouvelles ou supplémentaires pour les investissements à moyen et à long terme consacrés aux infrastructures d'envergure internationale. Toutes les combinaisons possibles de sources de financement nationales et internationales, publiques et privées, y compris les sources novatrices de financement comme les redevances perçues auprès des utilisateurs, doivent être envisagées. La coordination au niveau politique ne sera peut-être pas suffisante pour pouvoir mener à bien la mise en place des réseaux internationaux de transport et des liaisons transfrontières. Il incombe notamment à la CEE de prendre l'initiative, de renforcer la coopération entre les gouvernements et d'assurer la coordination des mesures. Lors de la planification et de la mise en place des infrastructures de transport, il faudrait étudier la valeur ajoutée internationale (VAI) et en faire la démonstration au cas par cas. Cette valeur reflète l'impact d'un projet au niveau international, venant s'ajouter à la valeur qu'il pourrait apporter dans un cadre uniquement régional et/ou national. Il faudrait concentrer l'évaluation sur des projets qui procureront des avantages économiques et sociaux au fil du temps, en dehors du pays ou de la région où l'investissement intervient, mais qui ne pourraient pas être réalisés sans aide internationale. Les investissements dans le domaine de l'infrastructure, en particulier de l'infrastructure des transports, doivent être considérés comme une priorité d'ordre politique pour sortir de la crise, et pour assurer un développement durable et la croissance économique.

M. Oleksandr Fedorov, Directeur adjoint de département, Service public des douanes ukrainiennes

En dépit des progrès considérables réalisés en ce qui concerne la rationalisation des règles et procédures commerciales, ainsi que des flux d'information, il subsiste des obstacles au franchissement des frontières par les marchandises, notamment lorsqu'elles doivent traverser plusieurs pays. Ces difficultés sont dues en partie au chevauchement des dispositions prévues dans les cadres juridiques actuels du commerce international, des

transports et du transit transfrontalier, qu'il convient d'harmoniser et d'actualiser. Les guichets uniques pour les exportations et importations, la coordination des contrôles aux frontières et la gestion des risques sont des normes et instruments clefs que les parties concernées doivent encore améliorer et mettre en œuvre de manière cohérente, ce qui exige une coopération plus étroite entre les acteurs internationaux compétents, y compris la CEE, et un changement de l'état d'esprit des principaux intervenants.

M. Sergei Negrei, Directeur du Département chargé des activités en matière de commerce extérieur et de la logistique des transports, Ministère des transports et des communications, Bélarus

Le secteur des transports du Bélarus continue de bénéficier de la situation géographique du pays au carrefour des grands couloirs de transport internationaux. La croissance continue de l'expédition en transit par transport routier ainsi que du transit de voyageurs et de marchandises par rail a été rendue possible par les investissements importants consacrés à la modernisation des routes et de l'infrastructure ferroviaire au Bélarus. En outre, la mise en œuvre des technologies de l'information moderne aux fins de l'échange électronique de documents douaniers et de contrôle a limité les doubles emplois et le temps nécessaire pour les contrôles aux frontières, ce qui a permis d'en accroître l'efficacité. De ce fait, en 2010, près de 90 % des exportations et 25 % des opérations d'importation ont été menées à bien à l'aide de déclarations électroniques. D'après les évaluations des autorités douanières, l'utilisation de déclarations électroniques a permis de raccourcir le délai de traitement qui oscillait précédemment entre quatre et six heures, et de le ramener à quinze minutes, voire moins, parallèlement à une nouvelle réduction du coût des services douaniers. La poursuite de la mise en œuvre des dispositions de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan devrait contribuer en outre à un meilleur fonctionnement des systèmes de transport et à la facilitation des contrôles aux frontières entre les trois pays et leurs voisins.

M^{me} Maria Sack, Directrice de l'Unité chargée des associations internationales, Département de la politique européenne des transports, Deutsche Bahn AG

Le rail est le seul moyen de transport dépourvu de règle uniforme qui soit utilisé pour le transport international à longue distance, tandis que tous les autres modes de transport s'appuient sur les conventions unifiées de l'ONU. Cet état de choses limite sensiblement les possibilités de croissance du transport de marchandises par rail entre l'Europe et l'Asie. Par conséquent, un renforcement du cadre juridique pour permettre de meilleures liaisons ferroviaires dans la région de la CEE en harmonisant les conditions et en facilitant ainsi le transport ferroviaire à longue distance représente une tâche importante et urgente pour les gouvernements intéressés. L'unification de la législation ferroviaire dans la région paneuropéenne et le long des corridors de transport Europe-Asie, telle qu'envisagée par la feuille de route déjà examinée dans le cadre de la CEE, offre une solution viable pour que tous les modes de transport puissent concourir à armes égales afin d'assurer des services de fret le long des corridors Europe-Asie.

M^{me} Eva Molnar, Directrice de la Division des transports, CEE

Les émissions mondiales de CO₂ ont plus que doublé depuis 1971. Les transports comptent pour plus d'un cinquième dans les émissions totales de CO₂ et les émissions provenant des transports ont augmenté de 17 % de 2000 à 2008. Le transport par route représente près de trois quarts des émissions de CO₂ provenant des transports. Tous ces faits nouveaux ont amené les gouvernements à prendre des mesures et à trouver les moyens de réduire les émissions de CO₂ liées aux transports intérieurs. La Division des transports de la CEE met au point une nouvelle méthode uniforme d'évaluation et de surveillance des émissions de CO₂ liées au transport intérieur. Cet instrument appelé «projet pour les futurs systèmes de transports intérieurs (ForFITs)» comprendra un convertisseur conforme à la

politique des transports qui permettra aux pouvoirs publics d'appliquer les mesures les plus appropriées pour obtenir le niveau souhaité de réduction des émissions de CO₂. Ce projet mondial, dirigé par la CEE, fera intervenir toutes les commissions régionales de l'ONU et la méthodologie sera expérimentée dans certains pays de différentes régions. Il faut s'attendre à ce que la méthodologie nouvelle soit un outil supplémentaire qui permettra aux pays membres de la CEE de mener efficacement les politiques d'atténuation des changements climatiques.

M. Nurdaulet Kilybay, Président du Comité des routes, Ministère des transports et des communications, Kazakhstan

Le Gouvernement kazakh a continué de développer le réseau ferroviaire national, le secteur des transports en général, et un nouveau modèle logistique de transport des voyageurs, tout en mettant en œuvre des mesures pour tirer parti des avantages qu'offre la situation géographique du pays en tant que pièce maîtresse de l'ensemble des couloirs de transport internationaux «Nord-Sud» et «Est-Ouest». Au cours des dix dernières années, le Kazakhstan a réalisé des investissements importants pour construire et électrifier les lignes de chemin de fer, accroître l'efficacité des services de transport et promouvoir la production intérieure de locomotives et de wagons. L'ensemble de ces efforts a permis une progression considérable de tous les indicateurs de transport, faisant de ce secteur l'un des plus dynamiques de l'économie nationale.

M. Edil Mamytbekov, Secrétaire exécutif adjoint, Commission de l'Union douanière entre le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan

L'Union douanière formée par le Bélarus, la Fédération de Russie et le Kazakhstan est parvenue à un accord en vue de mettre en place, d'exploiter et de maintenir à jour un système intégré d'information pour les échanges commerciaux réciproques et avec l'étranger (IISMFT). Il s'occupe de mettre en application des technologies de l'information pour l'échange et le contrôle de données commerciales sur le territoire douanier commun de ces pays. Il s'agit d'élaborer des documents commerciaux simplifiés, normalisés et harmonisés. Un conseil de coordination de la technologie de l'information est chargé de la réglementation et de l'automatisation des échanges d'informations dans le cadre de ce nouveau système, conformément aux normes et recommandations internationales et aux normes et recommandations intergouvernementales de la Communauté d'États indépendants. Il s'attache également à établir une interface unique pour l'échange d'informations entre les divers systèmes comptables. On espère qu'un échange d'informations plus efficace et mieux coordonné permettra de réduire le coût des opérations et de lever d'autres obstacles à l'expansion des échanges, tout en améliorant les services de transport et le passage des marchandises aux points de contrôle.

M. Eoin O'Neill, Vice-Président du Service chargé de la gestion de l'intégration et de l'architecture des entreprises, chaîne d'approvisionnement DHL

La chaîne d'approvisionnement DHL s'est caractérisée par la mise au point de solutions sur mesure pour sa clientèle, dans le cadre de chaînes d'approvisionnement de plus en plus complexes, en tirant parti de la puissance des technologies nouvelles et de l'utilisation de normes, en particulier celles de la CEE. Les normes relatives au commerce électronique favorisent le fonctionnement d'un système commercial mondial profitable. En effet, elles forment le socle des modèles commerciaux mondiaux qui permettent de réduire les frais de fonctionnement en simplifiant les processus, en les normalisant et en assurant un contrôle plus efficace de la chaîne d'approvisionnement. Elles encouragent aussi l'innovation en ce sens qu'elles permettent aux sociétés de se concentrer sur les processus plutôt que sur les données. De nos jours, la chaîne de transmission d'informations est aussi importante que la distribution physique des marchandises. Il est impossible de mettre en place une chaîne d'approvisionnement intégrée à l'échelle mondiale sans harmoniser les

processus d'entreprise et sans appliquer des normes internationales reconnues en matière d'échange d'informations. Les organisations qui ont choisi de se conformer à des normes devraient les publier sur l'Internet afin d'encourager encore davantage les sociétés à participer à leurs réseaux d'entreprises.

b) Coopération énergétique

Au cours de ce débat, un ou plusieurs orateurs et participants ont abordé les difficultés essentielles suivantes qui concernent la coopération énergétique dans la région de la CEE:

- Dans le cadre des efforts tendant à promouvoir le développement durable, l'énergie est sans aucun doute au centre de la viabilité économique et environnementale. Les catastrophes naturelles et l'instabilité politique dans le monde font ressortir la nécessité d'une amélioration et d'un renforcement de la coopération énergétique dans la région de la CEE et au-delà;
- Le développement harmonieux des réseaux énergétiques est un instrument essentiel pour assurer une coopération efficace dans le secteur énergétique. Il est vital de mettre en place des réseaux efficaces, efficaces et sûrs;
- Un autre domaine d'action clef est l'efficacité énergétique. Pour améliorer l'efficacité énergétique depuis la source jusqu'au consommateur, plusieurs moyens peuvent être employés: application de mesures et de réformes de politique générale bien adaptées, formation de marchés, harmonisation des normes, transfert de technologie et mécanismes de financement. De toute évidence, la solution la moins coûteuse pour répondre à la demande d'énergie est l'amélioration de l'efficacité énergétique;
- La diversification des sources d'énergie est un autre aspect pertinent de la coopération énergétique dans la région de la CEE. À ce propos, l'innovation technologique, la mise au point de nouveaux mécanismes de financement des investissements et de fixation des prix, ainsi que l'adoption de mesures fiscales et réglementaires sont essentielles pour exploiter et employer des sources d'énergie renouvelables et autres sources d'énergie.

Pour relever les défis essentiels dont il est fait état ci-dessus, quelques possibilités d'action ont été suggérées par un ou plusieurs intervenants:

- Le monde a besoin d'une évaluation d'ensemble mondiale pour garantir la sécurité énergétique, en se concentrant sur les questions qui se posent en amont, à l'échelon intermédiaire et en aval;
- La croissance économique, l'accès à l'énergie et les objectifs environnementaux peuvent être atteints mais nous avons besoin d'un cadre à long terme stable en matière de politique et de réglementation pour accélérer le changement et mobiliser les fonds nécessaires aux fins d'investissements;
- Les priorités de l'UE s'articulent autour d'un enjeu auquel tous les États membres de la CEE sont confrontés, à savoir l'accès à une énergie durable dont le coût soit abordable. En particulier, la principale priorité qui consiste à garantir l'efficacité énergétique permet d'engranger des bénéfices immédiats sur les plans économique et environnemental mais elle représente aussi un défi considérable en termes de politique générale et de financement;
- La contribution potentielle du gaz naturel doit être davantage prise en compte dans les politiques;

- L'avenir est incertain, mais il faut mobiliser les investissements longterms à l'avance pour atteindre les objectifs suivants: sécurité, efficacité, protection de l'environnement et intégration des marchés. Pour ce faire, il est essentiel de mettre en place un cadre réglementaire approprié;
- Les règles et les normes au sein de l'UE sont homogènes et les investissements s'inscrivent dans ce contexte. Pour les appliquer à un marché énergétique plus large allant de l'Atlantique à l'Oural, l'homogénéité à l'échelle d'une plus vaste région est l'un des objectifs à atteindre;
- La mise en place de réseaux énergétiques efficaces et sûrs ainsi que l'adoption de normes, d'accords et de règles connexes dans toute la région de la CEE sont essentielles pour assurer une coopération efficace dans le secteur de l'énergie;
- Il faudrait promouvoir l'efficacité énergétique en tant que moyen le moins onéreux de satisfaire la demande d'énergie dans tous les États membres de la CEE;
- Les États membres de la CEE devraient également chercher à diversifier les sources d'énergie. L'innovation technologique, l'élaboration de nouveaux mécanismes d'investissement, de financement et de fixation des prix, de même que l'adoption de mesures fiscales et réglementaires sont essentielles pour pouvoir mettre à profit les sources d'énergie renouvelables.

La Fédération de Russie a déclaré que la CEE, en qualité de mécanisme fiable et approuvé pour assurer la sécurité énergétique, pourrait faire autorité en vue de l'examen d'un large éventail de questions relatives à la sécurité énergétique. La création d'un groupe d'experts, sous l'égide du Comité de l'énergie durable, pourrait constituer un premier pas sur cette voie. Cette idée a été appuyée par le Bélarus. Le Royaume-Uni a demandé qu'une proposition écrite soit présentée de manière à pouvoir examiner officiellement cette question.

Résumé des discours d'orientation et des débats

M. Anatoly Yanovsky, Vice-Ministre de l'énergie, Fédération de Russie

La sécurité énergétique est la clef d'un approvisionnement en énergie efficace, en particulier lorsque le monde est confronté à des crises multiples, comme celles survenues en Libye et au Japon. Pour assurer la sécurité énergétique, les mécanismes juridiques existants paraissent inadaptés. Le Président de la Fédération de Russie a donc proposé en avril 2009 un projet de convention sur la sécurité énergétique. Une autre initiative analogue du Turkménistan a été favorablement accueillie par l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ce contexte, la CEE est une tribune appropriée et neutre pour des débats multilatéraux entre experts. La Fédération de Russie participe au processus de modernisation du Traité sur la Charte de l'énergie contribuant ainsi aux travaux entrepris par le groupe chargé de la stratégie dans le cadre du Traité sur la Charte de l'énergie.

M. Yoshiteru Uramoto, Adjoint du Directeur général de l'ONUDI

Le manque d'accès aux services énergétiques est un problème mondial. Des milliards de personnes n'ont pas accès à des services énergétiques modernes. L'Assemblée générale a proclamé 2012 Année internationale de l'énergie durable pour tous. La consommation d'énergie et la croissance économique sont étroitement liées. C'est pourquoi, en avril 2010, le Groupe consultatif sur l'énergie et les changements climatiques créé par le Secrétaire général a appelé à adopter deux objectifs connexes: assurer un accès universel à des services énergétiques modernes d'ici à 2030 et réduire de 40 % l'intensité énergétique mondiale également d'ici à 2030. Pour atteindre ces objectifs, il faut que les pays de la CEE, entre autres, concentrent leurs efforts sur une politique soutenue. Le Groupe consultatif a estimé que les capitaux nécessaires pour atteindre ces deux objectifs

(besoins humains essentiels et efficacité énergétique) approcheraient 70 milliards de dollars par an d'ici à 2030.

M. Fabrizio Barbaso, Directeur général adjoint, DG Énergie, Commission européenne

La compétitivité, l'approvisionnement en énergie et la durabilité sont trois objectifs énergétiques de l'UE. Pour les réaliser, la stratégie énergétique de l'UE pour 2020 comporte cinq priorités: efficacité; intégration des marchés; approvisionnement dans de bonnes conditions de sûreté et de sécurité et à un coût abordable pour les consommateurs; rôle prépondérant de la technologie; et partenariats internationaux. Deux des trois objectifs pour «2020» seront réalisés (réduction des émissions de gaz à effet de serre et approvisionnement en énergies renouvelables). Un autre objectif, à savoir la consommation d'énergie, ne le sera pas. L'UE dépend des importations d'énergie. Il faut se détourner des énergies fossiles et «électrifier» l'approvisionnement en énergie. Pour ce faire, un investissement de 1 000 milliards d'euros doit être engagé d'ici à 2020.

M. Hamrokhon Zarifi, Ministre des affaires étrangères, Tadjikistan

Le Tadjikistan possède des ressources en énergie hydraulique exceptionnelles, en l'occurrence dans les bassins versants d'Amu-Darya et de Syr-Darya. Il envisage d'aménager deux autres centrales hydroélectriques qui ajouteraient plus de 3 800 MW de puissance installée. Deux d'entre elles méritent d'être mentionnées – Rhogun, la plus grande centrale hydroélectrique d'Asie centrale avec son barrage de 335 mètres et la centrale de Dashtijum dotée d'une puissance installée de 4 000 MW. Le Tadjikistan prévoit également de construire de nouvelles lignes de transport. La ligne de transport d'énergie électrique CASA d'une puissance de 1 000 MW représente une nouvelle connexion d'importance primordiale entre l'Afghanistan, le Kirghizistan, le Pakistan et le Tadjikistan. Il est également prévu d'étendre les lignes de transport à l'Iran.

M. Hans Riddervold, Directeur, Union internationale du gaz

Le gaz naturel est une source d'énergie abondante dont les réserves classiques prouvées vont s'accroissant. Pour exploiter le gaz naturel, on a besoin de trois types de réseaux: matériel, financier et politique. L'infrastructure matérielle est la clef de la sécurité énergétique. Pour ce qui est des réseaux financiers, les facteurs déterminants sont l'attrait des investissements en matière de recherche-développement et les incitations à investir dans ce secteur, de même que l'existence d'un contexte réglementaire prévisible dans des pays politiquement stables. C'est à cet égard que la CEE pourra jouer un rôle.

M. Dimitrios Chaniotis, Conseiller, Développement des systèmes, Réseau européen des gestionnaires des réseaux de transport pour l'électricité

Le développement des infrastructures dans le secteur de l'électricité, principalement des systèmes de transport, est d'une importance critique. Le plan décennal de développement des réseaux est nécessaire pour informer les responsables et aider les législateurs à atteindre les objectifs stratégiques globaux de l'UE – viabilité, compétitivité et sécurité des approvisionnements en énergie. Pour aménager de nouvelles lignes de transport, l'adhésion du public est indispensable.

M. Nicola Pochettino, Économiste principal chargé de l'énergie, Banque européenne d'investissement

Sur plus de 70 milliards d'euros empruntés en 2010, une part importante est affectée aux projets énergétiques (18 milliards). La plupart des projets portent sur l'énergie renouvelable et la diversification des approvisionnements. L'un des objectifs prioritaires de l'UE dans le domaine de l'énergie consiste à mettre en place un marché de l'électricité interne unique d'ici à 2014 pour assurer une plus grande harmonie des prix d'un pays à

l'autre, ainsi que pour adopter des normes techniques applicables à des réseaux intelligents d'ici à la fin de 2012. Afin d'atteindre ces objectifs, sept couloirs prioritaires et une priorité pour des réseaux intelligents ont été répertoriés. La mise à jour des réseaux énergétiques nécessitera des investissements importants d'environ 60 milliards d'euros par an d'ici à 2020, dont trois quarts seront consacrés à l'électricité et un quart au gaz.

M. Reid Detchon, Vice-Président pour l'énergie et le climat, Fondation pour les Nations Unies

L'accès à une énergie propre et d'un coût abordable est essentiel pour assurer un développement et une sécurité mondiales durables. En 2010, le Groupe consultatif du Secrétaire général sur l'énergie et les changements climatiques s'est engagé à assurer d'ici à 2030 un accès universel à l'énergie et à réduire l'intensité énergétique de 40 %. Une énergie propre est un facteur essentiel de la réalisation des OMD. Au nombre des pratiques optimales permettant d'assurer l'efficacité énergétique, il y a lieu de citer l'élaboration de codes de l'énergie; la formulation de normes d'efficacité énergétique pour les appareils ménagers; une réforme de la réglementation concernant les services publics de distribution; la facilitation du financement par le secteur privé; ainsi que la sensibilisation du public qui exigerait par exemple l'intégration de l'efficacité énergétique dans les projets relatifs à l'énergie propre.

M. Nick Otter, ancien Directeur général, Global CCS Institute

Les émissions de CO₂ peuvent être réduites en adoptant l'approche «des coins de stabilisation». Selon cette approche, une consommation finale efficace occupe la place la plus importante. Viennent ensuite le captage et le stockage du carbone et l'introduction des énergies renouvelables. Le captage et le stockage du carbone (CCS) en sont encore à leur tout début. Actuellement, les pays de l'OCDE sont en tête de liste quant au nombre de projets relatifs au CCS qu'ils ont mis en route. Cette situation pourrait évoluer, avec la multiplication des projets en Asie. L'échange d'informations sera essentiel pour accélérer le développement et l'exploitation du CCS et d'autres technologies à faible émission de carbone, ce qui nécessite une collaboration efficace sans précédent à l'échelle mondiale. La CEE devrait trouver des moyens pratiques d'accélérer la réalisation des projets de CCS grâce au transfert de savoir-faire vers et à partir de la région de la CEE.

M. Patrice Dreiski, Expert principal, Secrétariat de Energy Charter

Le processus de Energy Charter comprend d'abord le traité lui-même qui est censé renforcer l'application de la règle du droit dans le secteur de l'énergie et atténuer les risques liés aux investissements dans le domaine de l'énergie, tout en favorisant l'efficacité énergétique. Ensuite, le Forum permet à l'ensemble des gouvernements et des représentants de l'industrie de la région de se réunir pour débattre des politiques et des stratégies. Le commerce, le transport, les investissements et l'efficacité énergétique sont les quatre piliers de Energy Charter. Au nombre des nouveaux défis, il y a lieu de citer la dissociation de la croissance et de la consommation d'énergie, et la satisfaction de la demande croissante d'énergie à l'échelle mondiale ainsi que, bien entendu, le problème des changements climatiques. En 2010, le groupe chargé de la stratégie dans le cadre de Energy Charter a examiné les mesures concrètes de modernisation afin de dresser une liste des moyens grâce auxquels le processus de Energy Charter permettrait de faire face le plus efficacement possible aux défis mondiaux en matière d'énergie. Des efforts ont également été entrepris pour réaliser, avec des pays qui ne sont pas parties au Traité, une expansion et une consolidation ciblées de sa portée géographique.

Annexe II

**Liste des réunions tenues par la Commission, ses organes
subsidiaires et les conventions administrées par le secrétariat
de la CEE entre le 1^{er} avril 2009 et le 31 mars 2011**

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
A. La Commission		
Commission économique pour l'Europe	63 ^e session* 30 mars-1 ^{er} avril 2009	E/2009/37 E/ECE/1453
Président: Belgique		
Vice-Présidents: Norvège Ukraine		
Président: Belgique	64 ^e session	E/2011/37
Vice-Présidents: Kirghizistan Serbie	29-31 mars 2011	E/ECE/1462
Comité exécutif	30 ^e réunion 4 mai 2009	
Président: M. A. van Meeuwen/ M. F. Roux (Belgique)	31 ^e réunion 13 juillet 2009	
Vice-Présidents: M. S. Vukčević/ M. U. Zvekić (Serbie) M. M. Djumaliev/ M. T. Sultanbaev/ M ^{me} G. Iskakova (Kirghizistan)	32 ^e réunion 16 octobre 2009 33 ^e réunion 17 décembre 2009	
	34 ^e réunion 26 février 2010	
	35 ^e réunion 31 mars 2010	
	36 ^e réunion 12 juillet 2010	
	37 ^e réunion 15 octobre 2010 38 ^e réunion 26 novembre 2010	

* Comme prévu dans le Plan de travail pour la réforme de la CEE (E/ECE/1434/Rev.1), la Commission est présidée par le (la) représentant(e) du pays élu à cette fonction par la Commission pour la période de l'exercice biennal. Le (la) président(e) est aidé(e) par deux vice-président(e)s, à savoir les représentant(e)s des deux pays élus à ces fonctions à la même session.

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
	39 ^e réunion 16 décembre 2010	
	40 ^e réunion 4 mars 2011	
Groupe de travail sur le vieillissement	2 ^e réunion 23 et 24 novembre 2009	ECE/WG.1/2009/2
Président: M. M. Hetteš (Slovaquie)		
Vice-Présidente: M ^{me} A. Martirosyan (Arménie)		
Présidente: M ^{me} E. Winkler (Autriche)	3 ^e réunion	ECE/WG.1/2010/2
Vice-Présidente: M ^{me} A. Martirosyan (Arménie)	22 et 23 novembre 2010	

B. Réunions tenues sous les auspices de la Commission

Comité directeur du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE)	7 ^e session 22 et 23 avril 2009	ECE/AC.21/SC/2009/8 EUR/09/5068055/9
Présidente: M ^{me} J. Ng-A-Tham (Pays-Bas)		
Présidente: M ^{me} U. Ulrich-Vögtlin (Suisse)	8 ^e session 8-10 décembre 2010 (OMS, Genève)	ECE/AC.21/SC/2010/9 EUDHP1003944/7.1/SC8/9
Réunion régionale sur l'application des objectifs du développement durable	4 ^e réunion 1 ^{er} et 2 décembre 2009	ECE/AC.25/2009/2
Coprésidents: M ^{me} T. V. Raguz (Croatie) M. U. Jaeckel (Allemagne)		

C. Réunions des comités sectoriels et autres réunions tenues sous leurs auspices

Comité des politiques de l'environnement	16 ^e session 20-23 octobre 2009	ECE/CEP/155
Président: M. Z. Lomtadze (Géorgie)		
Vice-Présidents: M. M. Cozzone (Italie) M. B. Yessekin (Kazakhstan) M. S. Stankovic (Monténégro) M. A. Oudeman (Pays-Bas) M ^{me} E. Quintas da Silva (Portugal) M ^{me} M. Rohn-Brossard (Suisse) M. T. Trotsky (Ukraine) M. J. Matuszak (États-Unis)		
Président: M. Z. Lomtadze (Géorgie)	17 ^e session	ECE/CEP/161
Vice-Présidents: M. M. Cozzone (Italie) M. B. Yessekin (Kazakhstan) M ^{me} J. Knezevic (Monténégro)	2-5 novembre 2010	

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
M. A. Oudeman (Pays-Bas) M ^{me} E. Quintas da Silva (Portugal) M ^{me} M. Rohn-Brossard (Suisse) M. J. Matuszak (États-Unis)		
Groupe de travail spécial de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement	10 ^e session 3 et 4 septembre 2009	ECE/CEP/AC.10/2009/2
Président: M. S. Utochkina (Biélorus) Vice-Présidents: M. T. Popovic (Serbie) M. Y. Tsaturov (Fédération de Russie)	11 ^e session 2 et 3 septembre 2010	ECE/CEP/AC.10/2010/2
Comité directeur pour l'éducation au développement durable	5 ^e réunion 18 et 19 mars 2010	ECE/CEP/AC.13/2010/2
Président: M. A. Karamanos (Grèce) Vice-Présidente: M ^{me} J. Duishenova (Kirghizistan)		
Comité des transports intérieurs	72 ^e session 23-25 février 2010	ECE/TRANS/208
Président: M. R. Kellermann (Allemagne) Vice-Présidents: M. X. Guerin (France) M. S. Negrei (Biélorus)		
Président: M. E. Direkler (Turquie) Vice-Présidentes: M ^{me} I. Paillet (France) M ^{me} E. Slizkova (Fédération de Russie)	73 ^e session 1 ^{er} -3 mars 2011	ECE/TRANS/221
Groupe de travail de la sécurité et de la circulation	58 ^e session 22-25 septembre 2009	ECE/TRANS/WP.1/125
Présidente: M ^{me} L. Iorio (Italie) Vice-Présidents: M ^{me} I. Brites (Portugal) M. G. Mitroshin (Fédération de Russie)	59 ^e session 22-24 mars 2010	ECE/TRANS/WP.1/127
	60 ^e session 27-30 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.1/129
	61 ^e session 21-23 mars 2011	ECE/TRANS/WP.1/131
Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports	22 ^e session 8 et 9 septembre 2009	ECE/TRANS/WP.5/46
Président: M. E. Direkler (Turquie) Vice-Président: M. D. Tsamboulas (Grèce)	23 ^e session 7 et 8 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.5/48
Groupe d'experts des liaisons entre les ports maritimes et l'arrière-pays	4 ^e session 23 juin 2009	ECE/TRANS/WP.5/GE.1/9
Président: M. E. Dincer (Turquie)		

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Groupe d'experts des liaisons de transport Europe-Asie	2 ^e session 7 septembre 2009	ECE/TRANS/WP.5/GE.2/4
Présidente: M ^{me} E. Kushnirenko (Fédération de Russie) Vice-Présidents: M ^{me} K. Basching (Allemagne) M. R. Zhao (Chine)		
Président: M. E. Direkler (Turquie)	3 ^e session 12 et 13 novembre 2009 Istanbul (Turquie)	ECE/TRANS/WP.5/GE.2/6
Présidente: M ^{me} E. Glukhova (Fédération de Russie) Vice-Présidents: M ^{me} K. Basching (Allemagne) M. R. Zhao (Chine)	4 ^e session 6 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.5/GE.2/8
	5 ^e session 1 ^{er} -3 novembre 2010 Tachkent (Ouzbékistan)	ECE/TRANS/WP.5/GE.2/10
Groupe de travail des statistiques des transports	60 ^e session 15-17 juin 2009	ECE/TRANS/WP.6/157
Président: M. E. Grib (Danemark)	61 ^e session 1 ^{er} -3 juin 2010	ECE/TRANS/WP.6/159
Groupe de travail du transport des denrées périssables	65 ^e session 27-30 octobre 2009	ECE/TRANS/WP.11/220
Président: M. T. Nobre (Portugal) Vice-Président: M. G. Panozzo (Italie)	66 ^e session 9-12 novembre 2010	ECE/TRANS/WP.11/222
Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses	86 ^e session 5-8 mai 2009	ECE/TRANS/WP.15/201
Président: M. J. Franco (Portugal) Vice-Présidente: M ^{me} A. Roumier (France)	87 ^e session 2-6 novembre 2009	ECE/TRANS/WP.15/203
	88 ^e session 3-7 mai 2010	ECE/TRANS/WP.15/206
	89 ^e session 26-29 octobre 2010	ECE/TRANS/WP.15/208
Réunion commune de la Commission de sécurité du RID et du Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses	8-11 septembre 2009 Berne (Suisse) et 14-18 septembre 2009 Genève	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/116
Président: M. C. Pfauvadel (France) Vice-Président: M. H. Rein (Allemagne)	22-26 mars 2010 Berne (Suisse)	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/118

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
	13-17 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/120
	21-25 mars 2011	ECE/TRANS/WP.15/AC.1/122
Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure (ADN)	15 ^e session 24-28 août 2009	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/32
	16 ^e session 25-29 janvier 2010	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/34
Président: M. H. Rein (Allemagne)	17 ^e session	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/36
Vice-Président: M. B. Birklhuber (Autriche)	23-27 août 2010	
	18 ^e session 24-27 janvier 2011	ECE/TRANS/WP.15/AC.2/38
Comité administratif sur l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure (ADN)	3 ^e session 27 et 28 août 2009	ECE/ADN/6
	4 ^e session 28 et 29 janvier 2010	ECE/ADN/8
Président: M. H. Rein (Allemagne)		
Vice-Président: M. B. Birklhuber (Autriche)		
	5 ^e session 26 août 2010	ECE/ADN/11
	6 ^e session 27 janvier 2011	ECE/ADN/13
Groupe de travail du transport intermodal et de la logistique	52 ^e session 12 et 13 octobre 2009	ECE/TRANS/WP.24/125
Président: M. M. Viardot (France)	53 ^e session	ECE/TRANS/WP.24/127
Vice-Président: M. H. Maillard (Belgique)	4 et 5 octobre 2010	
Forum mondial sur l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP.29)	148 ^e session 23-26 juin 2009	ECE/TRANS/WP.29/1077
Président: M. B. Gauvin (France)	149 ^e session	ECE/TRANS/WP.29/1079
Vice-Président: M. B. Kisulenko (Fédération de Russie)	10-13 novembre 2009	
	150 ^e session 9-12 mars 2010	ECE/TRANS/WP.29/1083
	151 ^e session 22-25 juin 2010	ECE/TRANS/WP.29/1085
	152 ^e session 9-12 novembre 2010	ECE/TRANS/WP.29/1087

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Président: M. B. Kisulenko (Fédération de Russie)	153 ^e session	ECE/TRANS/WP.29/1089
Vice-Président: M. G. Gauvin (France)	8-11 mars 2011	
Groupe de travail du bruit	50 ^e session 1 ^{er} -3 septembre 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRB/48
Président: M. Ch. Theis (Allemagne)	51 ^e session 15-17 février 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRB/49
	52 ^e session 6-8 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRB/50
	53 ^e session 15-17 février 2011	ECE/TRANS/WP.29/GRB/51
Réunion d'experts de l'éclairage et de la signalisation lumineuse	62 ^e session 6-9 octobre 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRE/62
Président: M. H. Gorzkowski (Canada)	63 ^e session 29-31 mars 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRE/63
	64 ^e session 4-7 octobre 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRE/64
	65 ^e session 28-31 mars 2011	ECE/TRANS/WP.29/GRE/65
Réunion d'experts de la pollution et de l'énergie	58 ^e session 9-12 juin 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/58
Président: M. B. Gauvin (France)	59 ^e session 12-15 janvier 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/59
	60 ^e session 8-11 juin 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/60
Président: M. Ch. Albus (Allemagne)	61 ^e session 11-14 janvier 2011	ECE/TRANS/WP.29/GRPE/61
Réunion d'experts en matière de roulement et de freinage	66 ^e session 15-17 septembre 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/66
Président: M. I. Yarnold (Royaume-Uni)	67 ^e session 2-5 février 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/67
	68 ^e session 21-23 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/68
	69 ^e session 1 ^{er} -4 février 2011	ECE/TRANS/WP.29/GRRF/69

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Réunion d'experts des dispositions générales de sécurité	96 ^e session 4-7 mai 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/75
Président: M. A. Erario (Italie)	97 ^e session 20-23 octobre 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/76
	98 ^e session 3-7 mai 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/77
	99 ^e session 19-22 octobre 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRSG/78
Réunion d'experts de la sécurité passive	45 ^e session 25-29 mai 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/45
Présidente: M ^{me} S. Meyerson (États-Unis)	46 ^e session 8-11 décembre 2009	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/46
	47 ^e session 17-21 mai 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/47
	48 ^e session 7-10 décembre 2010	ECE/TRANS/WP.29/GRSP/48
Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports	122 ^e session 16-19 juin 2009	ECE/TRANS/WP.30/244
Président: M. G. Jacobs (Pays-Bas)	123 ^e session 29 septembre-2 octobre 2009	ECE/TRANS/WP.30/246
Vice-Présidente: M ^{me} M. Ekstrand (Suède)		
Président: M. G. Jacobs (Pays-Bas)	124 ^e session 2-5 février 2010	ECE/TRANS/WP.30/248
	125 ^e session 25-28 mai 2010	ECE/TRANS/WP.30/250
	126 ^e session 28 septembre-1 ^{er} octobre 2010	ECE/TRANS/WP.30/252
Président: M. O. Fedorov (Ukraine)	127 ^e session 1 ^{er} -4 février 2011	ECE/TRANS/WP.30/254
Vice-Président: M. S. Bagirov (Azerbaïdjan)		
Comité de gestion de la Convention TIR de 1975	48 ^e session 1 ^{er} octobre 2009	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/99
Président: M. C. Trofaïla (République de Moldova)		
Vice-Président: M. I. Makhovikov (Biélarus)		
Président: M. Ciampi (Italie)	49 ^e session 4 février 2010	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/101
Vice-Présidente: M ^{me} L. Harantova (République tchèque)		

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
	50 ^e session 30 septembre 2010	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/103
Présidente: M ^{me} L. Harantova (République tchèque)	51 ^e session	ECE/TRANS/WP.30/AC.2/105
Vice-Président: M. G-H. Bauer (Suisse)	3 février 2011	
Comité de gestion de la Convention internationale sur l'harmonisation du contrôle des marchandises aux frontières, 1982	9 ^e session 27 mai 2010	ECE/TRANS/WP.30/AC.3/18
Présidente: M ^{me} H. Metaxa-Mariatou (Grèce)		
Vice-Président: M. I. Makhovikov (Biélorus)		
Groupe spécial informel d'experts des aspects théoriques et pratiques de l'informatisation du régime TIR	16 ^e session 28 et 29 avril 2009	ECE/TRANS/WP.30/GE.1/2009/5
Présidente: M ^{me} N. Özyazıcı (Turquie)		
Vice-Président: M. P. Arsić (Serbie)		
Président: M. P. Arsić (Serbie)	17 ^e session	ECE/TRANS/WP.30/GE.1/2010/3
Vice-Présidente: M ^{me} N. Özyazıcı (Turquie)	8 et 9 mars 2010 Helsinki (Finlande)	
Groupe de travail des transports routiers	104 ^e session 19-21 octobre 2009	ECE/TRANS/SC.1/388
Président: M. B. Oudshoorn (Pays-Bas)	Session spéciale	ECE/TRANS/SC.1/S/390
Vice-Président: M. I. Isik (Turquie)	22 et 23 avril 2010	
	105 ^e session 29 septembre-1 ^{er} octobre 2010	ECE/TRANS/SC.1/392
Groupe de travail principal des transports par chemin de fer	63 ^e session 18-20 novembre 2009	ECE/TRANS/SC.2/212
Président: M. K. Kulesza (Pologne)	64 ^e session	ECE/TRANS/SC.2/214
Vice-Président: M. H. Groot (Pays-Bas)	18 et 19 novembre 2010 Vienne (Autriche)	
Groupe de travail principal des transports par voie navigable	53 ^e session 4-6 novembre 2009	ECE/TRANS/SC.3/183
Président: M. R. Vorderwinkler (Autriche)	54 ^e session 13-15 octobre 2010	ECE/TRANS/SC.3/187
Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et de sécurité en navigation intérieure	35 ^e session 3-5 juin 2009	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/70
Président: M. E. Kormyshov (Fédération de Russie)	36 ^e session 10-12 février 2010	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/72

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
	37 ^e session 16-18 juin 2010	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/74
	38 ^e session 16-18 février 2011	ECE/TRANS/SC.3/WP.3/76
Conférence des statisticiens européens	57 ^e session plénière 8-10 juin 2009	ECE/CES/76
Présidente:	M ^{me} H. Jeskanen-Sundström (Finlande)	
Présidente:	M ^{me} H. Jeskanen-Sundström (Finlande)	58 ^e session plénière
Vice-Présidents:	M. B. Pink (Australie) M. E. Periera Nunes (Brésil) M. M. Sheikh (Canada) M. G. O'Hanlon (Irlande) M. O. Olsen (Norvège) M ^{me} I. Krizman (Slovénie) M. O. Osaulenko (Ukraine)	8-10 juin 2010 Paris
Équipe spéciale conjointe sur les indicateurs de l'état de l'environnement (organisée conjointement avec la Division de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire de la CEE et la Division de statistique de l'ONU)	2 ^e réunion 3 et 4 mai 2010	ECE/CEP-CES/GE.1/2010/2
Président:	M. T. Popovic (Serbie)	
Vice-Présidente:	M ^{me} V. Vasylenko (Ukraine)	
Président:	M. S. Homstvedt (Norvège)	3 ^e réunion
Vice-Présidente:	M ^{me} V. Vasylenko (Ukraine)	1 ^{er} et 2 septembre 2010
Équipe spéciale mixte CEE/Eurostat/OCDE chargée de mesurer le développement durable	2 ^e réunion 18 et 19 novembre 2010	ECE/CES/2011/44
Président:	M. R. Hoekstra (Pays-Bas)	
Réunion sur la mesure de la qualité de l'emploi	5 ^e réunion 14-16 octobre 2009	ECE/CES/GE.12/2009/2
Président:	M. G. Bowlby (Canada)	
Groupe d'experts des recensements de la population et des habitations	12 ^e réunion 28-30 octobre 2009	ECE/CES/GE.41/2009/2
Président:	M. A. Punch (Irlande)	
Réunion de travail sur les statistiques des migrations	13 ^e réunion 14-16 avril 2010	ECE/CES/2010/50
Président:	M. M. Heiniger (Suisse)	

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Réunion de travail sur les statistiques différenciées selon le sexe	26-28 avril 2010	ECE/CES/2010/52
Présidente: M ^{me} L. L. Sabbadini (Italie)		
Groupe d'experts sur la comptabilité nationale	10 ^e session 26-29 avril 2010	ECE/CES/GE.20/2010/2
Coprésidents: M. G. Gamez (EFTA) M ^{me} K. Hren (Slovénie) M. P. van de Ven (Pays-Bas)		
Réunion de travail CEE/Eurostat sur les projections démographiques	28-30 avril 2010 Lisbonne	ECE/CES/2010/48
Présidente: M ^{me} V. Velkoff (États-Unis)		
Groupe d'experts des effets de la mondialisation sur les comptes nationaux	1 ^{re} réunion 11-13 mai 2009	ECE/CES/GE.23/2009/2
Président: M. A. Ridgeway (Canada)		
Groupe d'experts sur les indices des prix à la consommation	10 ^e réunion 10-12 mai 2010	--
Présidente: M ^{me} I. Goryatcheva (Fédération de Russie) Vice-Président: M. M. Prud'Homme (Canada)		
Groupe d'experts sur les recensements de la population et des habitations	13 ^e réunion 7-9 juillet 2010	ECE/CES/GE.41/2010/2
Président: M. A. Punch (Irlande)		
Groupe d'experts sur les registres des activités industrielles et commerciales	11 ^e session 6 et 7 octobre 2009 Luxembourg	ECE/CES/GE.42/2009/2
Coprésidents: M. F. Tomasini (Suisse) M. C. Macchi (Eurostat) M. A. Lindner (OCDE) M ^{me} V. Gaucaite Wittich (CEE)		
Réunion CEE/Eurostat/OCDE sur la gestion de l'informatique statistique	18-20 mai 2009 Oslo (Norvège)	--
Président: M. R. Gloersen (Norvège)	26-29 avril 2010 Daejeon (République de Corée)	
Groupe d'experts OCDE/CEE sur l'échange de données et métadonnées statistiques	8 et 9 mars 2010	--

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Coprésidents: M. T. Fletcher (OCDE) M. S. Vale (CEE)		
Comité du commerce	3 ^e session 25 et 26 février 2009	ECE/TRADE/C/2009/12
Président: M. R. van Kuik (Pays-Bas) Vice-Présidents: M ^{me} A. Sidoruk (Fédération de Russie) M. M. McKinnon (Royaume-Uni) M. A. Šafařík-Pštroš (République tchèque) M. G. Stoev (Bulgarie) M. H. Yalçin (Turquie)		
Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU)	15 ^e session 9-12 novembre 2009	ECE/TRADE/C/CEFACT/2009/28
Président: M. S. Feder (États-Unis) Vice-Présidents: M. P. Amstutz (États-Unis) M. A. Bruford (OMD) M. P. Cucino (Italie) M. A. Haraldsen (Norvège) M. T. A. Khan (Inde)	16 ^e session 8-10 décembre 2010	ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/25
Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation	19 ^e session 24-26 novembre 2009	ECE/TRADE/C/WP.6/2009/19
Président: M. C. Arvius (Suède) Vice-Présidents: M. V. Koreshkov (Biélorus) M. P. Lukac (Slovaquie)		
Président: M. C. Arvius (Suède) Vice-Présidents: M. M. Mihok (Slovaquie) M. V. Koreshkov (Biélorus)	20 ^e session 1 ^{er} et 2 novembre 2010	ECE/TRADE/C/WP.6/2010/20
Groupe de travail sur des normes de qualité des produits agricoles	65 ^e session 5 et 6 novembre 2009	ECE/TRADE/WP.7/C/2009/24
Présidente: M ^{me} V. Baričičová (Slovaquie) Vice-Président: M. I. Hewett (Royaume-Uni)		
Président: M. I. Hewett (Royaume-Uni) Vice-Président: M. P. G. Bianchi (Italie)	66 ^e session 4 et 5 novembre 2010	ECE/TRADE/WP.7/C/2010/16
Réunion de la Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais	55 ^e session 4-8 mai 2009	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.1/2009/4
Présidente: M ^{me} U. Bickelmann (Allemagne) Vice-Présidente: M ^{me} K. Mattsson (Suède)	56 ^e session 2-4 novembre 2009	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.1/2009/9
	57 ^e session 25-28 mai 2010	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.1/2010/4

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
	58 ^e session 1 ^{er} -3 novembre 2010	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.1/2010/19
Réunion de la Section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés	56 ^e session 22-26 juin 2009	ECE/TRADE/WP.7/C/GE.2/2009/5
Président: M. D. LaFond (États-Unis) Vice-Président: M. S. Sözümert (Turquie)		
Président: M. D. LaFond (États-Unis) Vice-Président: M. J. Bellmunt (Espagne)	57 ^e session 28 juin-2 juillet 2010	ECE/TRADE/WP.7/C/GE.2/2010/7
Réunion de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pommes de terre	39 ^e session 15-17 mars 2010	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.6/2010/9
Président: M. P. G. Bianchi (Italie) Vice-Président: M. W. Schrage (États-Unis)	40 ^e session 14-16 mars 2011	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.6/2011/6
Réunion de la Section spécialisée de la normalisation de la viande	18 ^e session 27-30 avril 2009	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.11/2009/8
Président: M. I. King (Australie) Vice-Président: M. C. Morris (États-Unis)	19 ^e session 21 et 22 octobre 2010	ECE/TRADE/C/WP.7/GE.11/2010/8
Comité de l'énergie durable	18 ^e session 18-20 novembre 2009	ECE/ENERGY/80
Président: M. J.-C. Füeg (Suisse) Vice-Présidents: M. R. Abord-de-Chatillon (France) M. S. Heiberg (Norvège) M. S. Garribba (Italie) M ^{me} B. McKee (États-Unis) M. S. Mikhailov (Fédération de Russie) M. L. Molnar (Hongrie) M. N. Otter (Royaume-Uni)		
Président: M. S. Heiberg (Norvège) Vice-Présidents: M. R. Abord-de-Chatillon (France) M. J.-C. Füeg (Suisse) M. S. Garribba (Italie) M. Y. Kakayev (Turkménistan) M ^{me} B. McKee (États-Unis) M. L. Molnar (Hongrie) M. E. Nadezhdin (Fédération de Russie) M. N. Otter (Royaume-Uni)	19 ^e session 24-26 novembre 2010	ECE/ENERGY/84**

** Le rapport a été envoyé aux États membres pour information et commentaires définitifs selon la procédure d'acceptation tacite.

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Groupe spécial d'experts chargé de l'harmonisation de la terminologie des réserves et des ressources énergétiques	7 ^e session 29 et 30 octobre 2009	ECE/ENERGY/GE.3/2009/4
Président: M. M. Lynch-Bell (Royaume-Uni) Président de droit: M. S. Heiberg (Norvège) Vice-Présidents: M ^{me} K. Ask (Norvège) M. F. Birol (IEA) M. P. Blystad (Norvège) M. F. Camisani-Calzolari (CRIRSCO) M. D. Elliott (Canada) M ^{me} M. Ersoy (Turquie) M. M. Hamel (Secrétariat OPEP) M. T. Klett (États-Unis) M. I. Lambert (Australie) M. Y. Podturkin (Fédération de Russie) M. J. Ross (Royaume-Uni) M. J. Tenzer (SPE)		
Groupe d'experts de la classification des ressources (remplace le Groupe spécial d'experts chargé de l'harmonisation de la terminologie de l'énergie fossile et des ressources minérales)	1 ^{re} session 28-30 avril 2010	ECE/ENERGY/GE.3/2010/2
Président: M. M. Lynch-Bell (Royaume-Uni) Vice-Présidents: M ^{me} K. Ask (Norvège) M. F. Birol (AIEA) M. F. Camisani-Calzolari (CRIRSCO) M. D. Elliott (Canada) M ^{me} M. Ersoy (Turquie) M. T. Klett (États-Unis) M. K-R. Knudsen (Norvège) M. I. Lambert (Australie) M. D. MacDonald (Royaume-Uni) M. Y. Podturkin (Fédération de Russie) M. J. Ross (Royaume-Uni) M. T. Smie (SPEE) M. J. Tenzer (SPE)		
Groupe spécial d'experts sur le méthane provenant des mines de charbon	5 ^e session 12 et 13 octobre 2009	ECE/ENERGY/GE.4/2009/2
Président: M. R. Pilcher (États-Unis) Vice-Présidents: M ^{me} P. Franklin (États-Unis) M. Y. Bobrov (Ukraine) M. C. Davies (Royaume-Uni) M. R. Mader (Allemagne) M. J. Skiba (Pologne) M. S. Shumkov (Fédération de Russie)	6 ^e session 11 et 12 octobre 2010	ECE/ENERGY/GE.4/2010/2
Groupe spécial d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir du charbon et d'autres combustibles fossiles	3 ^e session 14 mai 2009	ECE/ENERGY/GE.5/2009/2

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Président: M. B. Terzic (États-Unis)	4 ^e session	ECE/ENERGY/GE.5/2009/4
Vice-Présidents: M ^{me} R. Hampton (Royaume-Uni)	16 et 17 novembre 2009	
M. V. Budinsky (République tchèque)	5 ^e session	ECE/ENERGY/GE.5/2010/2
M. H. Cetin (Turquie)	11 mai 2010	
M. S. Shumkov (Fédération de Russie)	6 ^e session	ECE/ENERGY/GE.5/2010/7
M. B. Gryadushchy (Ukraine)	22-24 novembre 2010	
Groupe de travail du gaz	20 ^e session 19 et 20 janvier 2010	ECE/ENERGY/WP.3/2010/2
Président: M. A. Karasevich (Fédération de Russie)		
Vice-Présidents: M. I. Ponomarenko (Ukraine)		
M. T. Korosi (Hongrie)		
M. G. Radu (Roumanie)		
M. A. Grossen (Suisse)		
Président: M. A. Karasevich (Fédération de Russie)	21 ^e session	ECE/ENERGY/WP.3/2011/2
Vice-Présidents: M. G. H. Joffre (France)	18 et 19 janvier 2011	
M. T. Korosi (Hongrie)		
M. G. Radu (Roumanie)		
M. F. de la Flor Garcia (Espagne)		
Groupe spécial d'experts de l'approvisionnement et de l'utilisation du gaz	11 ^e session 21 janvier 2010	ECE/ENERGY/WP.3/GE.5/2010/2
Président: M. T. Korosi (Hongrie)		
Vice-Présidents: M. A. Zorya (Fédération de Russie)		
M. A. Zedelj (Croatie)		
M. P. Cizek (République tchèque)		
Président: M. T. Korosi (Hongrie)	12 ^e session	ECE/ENERGY/WP.3/GE.5/2011/2
Vice-Présidents: M. A. Zorya (Fédération de Russie)	20 janvier 2011	
M. A. Zedelj (Croatie)		
M. P. Cizek (République tchèque)		
Comité directeur du projet «Efficacité énergétique 21»	20 ^e session 3-5 juin 2009	ECE/ENERGY/WP.4/2009/9
Président: M. Z. Genchev (Bulgarie)		
Vice-Présidents: M. T. Méraud (France)		
M ^{me} M. Presutto (Italie)		
M. T. Dahlsveen (Norvège)		
M. S. Koblov (Fédération de Russie)		
Président: M. S. Koblov (Fédération de Russie)	21 ^e session	ECE/ENERGY/WP.4/2010/2
Vice-Présidents: M. Z. Genchev (Bulgarie)	11 juin 2010	
M. M. Hopkins (FNU)		
M ^{me} M. Presutto (Italie)		

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Groupe spécial d'experts des investissements dans l'efficacité énergétique en vue d'atténuer les changements climatiques	14 ^e réunion 7-9 octobre 2009	ECE/ENERGY/WP.4/GE.1/2009/5
Président: M. S. Surnin (Ukraine)	15 ^e réunion	ECE/ENERGY/WP.4/GE.1/2010/2
Vice-Présidents: M. Z. Genchev (Bulgarie)	9 juin 2010	
M ^{me} T. Pospelova (Biélarus)	16 ^e réunion 20-22 octobre 2010	ECE/ENERGY/WP.4/GE.1/2010/7
Groupe d'experts de l'efficacité énergétique globale 21	1 ^{re} session 10 juin 2010	ECE/ENERGY/WP.4/GE.2/2010/2
Président: M. D. Le Masne (France)		
Vice-Présidents: M. C. Watson (Jamaïque)		
M. A. Halem Kassem (République de Syrie)		
M. P. Sinsukprasert (Thaïlande)		
M. T. Bocar Tall (Fonds africain des biocarburants et des énergies renouvelables)		
Comité du bois	67 ^e session 13-16 octobre 2009	ECE/TIM/2009/9
Président: M. B. Glavonjic (Serbie)		
Vice-Présidents: M. J. Dengg (Allemagne)	68 ^e session	ECE/TIM/2010/7
M ^{me} L. Langner (États-Unis)	11-15 octobre 2010	
Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts	32 ^e session 24 et 25 mars 2010	ECE/TIM/EFC/WP.2/2010/1
Président: M. M. Valgepea (Estonie)		
Vice-Présidents: M. A. Mariano (Italie)		
M ^{me} S. Phelps (Canada)		
Président: M. A. Mariano (Italie)	33 ^e session	ECE/TIM/EFC/WP.2/2011/4
Vice-Présidents: M. M. Valgepea (Estonie)	21-24 mars 2011	
M ^{me} E. Maki-Simola (Finlande)		
Comité du logement et de l'aménagement du territoire	70 ^e session 23-25 septembre 2009	ECE/HBP/160
Président: M. W. Förster (Autriche)		
Vice-Présidents: M ^{me} D. Andoni (Albanie)		
M. A. Khanlarov (Azerbaïdjan)		
M ^{me} D. Grabmüllerova (République tchèque)		
M. D. Pahic (Croatie)		
M. M. Lujanen (Finlande)		
M ^{me} N. Jokhadze (Géorgie)		
M ^{me} E. Bejenaru (République de Moldova)		
M ^{me} S. Ristic (Serbie)		
M ^{me} E. Szolgayova (Slovaquie)		
M. E. Hauri (Suisse)		

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Président: M. W. Förster (Autriche)	71 ^e session	ECE/HBP/162
Vice-Présidents: M ^{me} D. Andoni (Albanie) M. A. Khanlarov (Azerbaïdjan) M ^{me} D. Grabmüllerova (République tchèque) M. D. Pahic (Croatie) M ^{me} N. Jokhadze (Géorgie) M ^{me} E. Bejenaru (République de Moldova) M ^{me} S. Ristic (Serbie) M ^{me} E. Szolgayova (Slovaquie) M. E. Hauri (Suisse)	20 et 21 septembre 2010	
Groupe de travail de l'administration des biens fonciers	6 ^e session 18 et 19 juin 2009	ECE/HBP/WP.7/2009/9
Président: M. P. Creuzer (Allemagne)		
Comité de la coopération et de l'intégration économiques	4 ^e session 28-30 septembre 2009	ECE/CECI/2009/2
Président: M. M. Pietarinen (Finlande)		
Vice-Présidents: Bélarus États-Unis		
Président: M. M. Pietarinen (Finlande)	5 ^e session	ECE/CECI/2010/2
Vice-Présidents: M. A. Popov (Bélarus) M. C. Reilly (États-Unis) M. S. Zecchini (Italie)	1 ^{er} -3 décembre 2010	
Équipe de spécialistes de la propriété intellectuelle	4 ^e session 8 et 9 juillet 2010	ECE/CECI/IP/2010/2
Président: M. J. Badoux (Suisse)		
Vice-Présidents: M ^{me} N. Zolotykh (Fédération de Russie) M. J. Anderson (Royaume-Uni)		
Équipe de spécialistes des partenariats public-privé	2 ^e réunion 3 et 4 décembre 2009	ECE/CECI/PPP/2009/2
Président: M. C. Solomon (Israël)		
Vice-Présidents: M ^{me} B. Pencheva (Bulgarie) M. R. Hasanov (Kirghizistan) M. A. Bazhenov (Fédération de Russie) M. D. Amunts (Fédération de Russie) M. A. Smie (États-Unis) M. J. Stewart (Royaume-Uni)		
Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité	3 ^e session 25 et 26 mars 2010	ECE/CECI/ICP/2010/2

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Président: M. K. Gulda (Pologne)		
Vice-Présidents: M. A. Link (États-Unis) M. G. Marklund (Suède) M ^{me} A. Pappa (Grèce) M. D. Foray (Suisse) M ^{me} L. Musina (Ukraine)		
Conférence internationale sur les moyens de faire bénéficier les nouvelles entreprises innovantes de financements extérieurs	21 et 22 mai 2009 Astana (Kazakhstan)	ECE/CECI/CONF.4/2
Président: --		
Conférence internationale sur le thème «Un développement fondé sur le savoir»	10-12 juin 2009 Minsk (Biélarus)	ECE/CECI/CONF.5/2
Président: --		
Conférence internationale sur l'aptitude technologique à une compétitivité fondée sur l'innovation: promotion d'un cadre réglementaire et directif favorable dans le domaine des technologies de l'information et de la communication	29 et 30 juin 2009	ECE/CECI/CONF.6/2
Président: --		
Conférence internationale sur les politiques visant à remédier aux difficultés de financement et de développement des entreprises innovantes à forte croissance	2-4 juin 2010 Helsinki (Finlande)	ECE/CECI/CONF.7/2
Président: --		
Conférence internationale sur la commercialisation et la mise en œuvre de la propriété intellectuelle	6-8 octobre 2010 Moscou (Fédération de Russie)	ECE/CECI/CONF.8/2
Président: --		
Conférence internationale sur le thème «De la recherche appliquée à la création d'entreprises: encourager la création d'entreprises fondées sur l'innovation et sur des travaux de recherche universitaires»	9-11 novembre 2010 Kiev (Ukraine)	ECE/CECI/CONF.9/2
Président: --		

D. Conventions administrées par le secrétariat de la CEE

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	27 ^e session 14-18 décembre 2009	ECE/EB.AIR/99
--	--	---------------

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Président: M. M. Williams (Royaume-Uni) Vice-Présidents: M ^{me} V. Galatone (Canada) M ^{me} N. Karpova (Fédération de Russie) M. R. Ballaman (Suisse) M. T. Johannessen (Norvège) M ^{me} S. Vidič (Croatie) M. Peter Meulepas (Belgique)		
Président: M. M. Williams (Royaume-Uni) Vice-Présidents: M ^{me} N. Karpova (Fédération de Russie) M. R. Ballaman (Suisse) M. T. Johannessen (Norvège) M ^{me} S. Vidič (Croatie) M. P. Meulepas (Belgique) M. T. Spranger (Allemagne) M. F. San Martini (États-Unis)	28 ^e session 13-17 décembre 2010	ECE/EB.AIR/106
Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)	33 ^e session 7-9 septembre 2009	ECE/EB.AIR/GE.1/2009/2
Présidente: M ^{me} S. Vidič (Croatie) Vice-Présidents: M. J. Macoun (République tchèque) M. Y. Viisanen (Finlande) M ^{me} M. Wichmann-Fiebig (Allemagne) M ^{me} Z. Ferenczi (Hongrie) M. X. Querol (Espagne) M. P. Grennfelt (Suède)		
Présidente: M ^{me} S. Vidič (Croatie) Vice-Présidents: M. P. Grennfelt (Suède) M. Y. Viisanen (Finlande) M. J. Macoun (République tchèque) M. X. Querol (Espagne) M. P. Ruysenaars (Pays-Bas) M. S. Kleanteous (Chypre)	34 ^e session 13-15 septembre 2010	ECE/EB.AIR/GE.1/2010/2
Groupe de travail des effets	28 ^e session 23-25 septembre 2009	ECE/EB.AIR/WG.1/2009/2
Président: M. T. Johannessen (Norvège) Vice-Présidents: M. J. Bak (Danemark) M. T. Clair (Canada) M ^{me} I. Rabago (Espagne) M. C. Nagl (Autriche) M ^{me} I. Skorepova (République tchèque)		
Président: M. T. Johannessen (Norvège) Vice-Présidents: M. J. Bak (Danemark) M ^{me} G. Schuetze (Allemagne) M ^{me} Rosa Wu (Canada)	29 ^e session 24-26 septembre 2010	ECE/EB.AIR/WG.1/2010/2

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
M. C. Nagl (Autriche) M ^{me} I. Rabago (Espagne)		
Groupe de travail des stratégies et de l'examen	44 ^e session 20-23 avril 2009	ECE/EB.AIR/WG.5/96
Président: M. R. Ballaman (Suisse) Vice-Présidents: M. J. Sliggers (Pays-Bas) M. I. Angelov (Bulgarie) M ^{me} K. Scavo (États-Unis) M ^{me} A. Turlikyan (Arménie)	45 ^e session 31 août-4 septembre 2009	ECE/EB.AIR/WG.5/98
Président: M. R. Ballaman (Suisse) Vice-Présidents: M. J. Sliggers (Pays-Bas) M. I. Angelov (Bulgarie) M ^{me} V. Galatone (Canada) M ^{me} A. Turlikyan (Arménie)	46 ^e session 12-15 avril 2010 47 ^e session 30 août-3 septembre 2010	ECE/EB.AIR/WG.5/100 ECE/EB.AIR/WG.5/102
Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux		
Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole sur l'eau et la santé	4 ^e réunion 26 et 27 janvier 2010	ECE/MP.WH/C.1/2010/2 EUR/10/5086338/VIII
Président: M. A. Tanzi (Italie)	5 ^e réunion 22 et 23 juin 2010	ECE/MP.WH/C.1/2010/4 EUR/10/56335/16
Président: M. V. Koester (Danemark)	6 ^e réunion 1 ^{er} et 2 mars 2011	ECE/MP.WH/C.1/2011/2 EUR/DHP1003944/4.2/2011/2
Conseil juridique	6 ^e réunion 29 et 30 avril 2009	ECE/MP.WAT/AC.4/2009/2
Président: M. A. Tanzi (Italie)		
Président: M. A. Tanzi (Italie) Vice-Président: M. A. Kolliopoulos (Grèce)	7 ^e réunion 15 et 16 avril 2010	ECE/MP.WAT/AC.4/2010/2
Président: M. A. Tanzi (Italie) Vice-Président: M. A. Kolliopoulos (Grèce)	8 ^e réunion 24 et 25 février 2011	ECE/MP.WAT/AC.4/2011/2
Groupe de travail de la gestion intégrée des ressources en eau	4 ^e réunion 8 et 9 juillet 2009	ECE/MP.WAT/WG.1/2009/2
Présidente: M ^{me} V. Vermont (Suisse)		
Présidente: M ^{me} H. Jekel (Allemagne)	5 ^e réunion 7-9 juillet 2010	ECE/MP.WAT/WG.1/2010/2
Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation	10 ^e réunion 10 et 11 juin 2009 Bratislava (Slovaquie)	ECE/MP.WAT/WG.2/2009/2

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Présidente: M ^{me} L. Kauppi (Finlande) Vice-Présidents: M ^{me} Z. Buzas (Hongrie) M. P. Roncak (Slovaquie)		
Présidente: M ^{me} L. Kauppi (Finlande) Vice-Président: M. B. Minarik (Slovaquie)	11 ^e réunion 6 et 7 juillet 2010	ECE/MP.WAT/WG.2/2010/2
Présidente: M ^{me} L. Kauppi (Finlande) Vice-Président: M. B. Minarik (Slovaquie)	Réunion extraordinaire 15 et 16 décembre 2010 Bratislava (Slovaquie)	ECE/MP.WAT/WG.2/2010/8
Réunion des Parties au Protocole sur l'eau et la santé	2 ^e session 23-25 novembre 2010 Bucarest (Roumanie)	ECE/MP.WH/4 EUDHP 1003944/4.2/1/2
Président: M. K. Tvietan (Norvège) Vice-Présidents: M. O. Schmoll (Allemagne) M ^{me} A. Drapa (Roumanie)		
Groupe de travail de l'eau et de la santé	2 ^e réunion 2 et 3 juillet 2009	ECE/MP.WH/WG.1/2009/2 EUR/09/5086340/4
Président: M. K. Tvietan (Norvège) Vice-Présidents: M ^{me} M. Behanova (Slovaquie) M. T. Kistemann (Allemagne)	3 ^e réunion 27 et 28 mai 2010	ECE/MP.WH/WG.1/2010/2 EUR/10/56335/
Mécanisme spécial de facilitation des projets	2 ^e réunion 1 ^{er} juillet 2009	ECE/MP.WH/AC.1/2009/2 EUR/09/5086361/4
Présidente: M ^{me} C. Bjorklund (Norvège)	3 ^e réunion 26 mai 2010	ECE/MP.WH/AC.1/2010/2 EUR/10/56335/XIII
Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux	5 ^e session 10-12 novembre 2009	ECE/MP.WAT/29
Présidente: M ^{me} H. Jekel (Allemagne) Vice-Présidents: M ^{me} S. Vermont (Suisse) M. M. Cozzone (Italie)		

Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière

Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement	12 ^e réunion 11-13 mai 2009	ECE/MP.EIA/WG.1/2009/2
Président: M. A. Vesic (Serbie) Vice-Présidents: M ^{me} D. Pineta (Roumanie) M. J. Brun (Norvège)	13 ^e réunion 17-19 mai 2010	ECE/MP.EIA/WG.1/2010/2
	14 ^e réunion 22-24 novembre 2010	ECE/MP.EIA/WG.1/2010/5

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Réunion des Signataires du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale	3 ^e session 22 et 23 novembre 2010	ECE/MP.EIA/AC.3/2010/2
Présidente: M ^{me} E. Baron (Pays-Bas)		
Vice-Présidents: M. R. Baduni (Albanie) M. N. Tchaknakia (Géorgie)		
Comité d'application	17 ^e réunion 14-18 septembre 2009	ECE/MP.EIA/IC/2009/4
Président: M. M. Sauer (Allemagne)	18 ^e réunion 23-25 février 2010	ECE/MP.EIA/IC/2010/2
Vice-Présidents: M ^{me} V. Kolar-Planinsic (Slovénie) M ^{me} D. Olaru/Bragoi (République de Moldova)	19 ^e réunion 31 août-2 septembre 2010	ECE/MP.EIA/IC/2010/4
	20 ^e réunion 11-13 janvier 2011	ECE/MP.EIA/IC/2011/2

Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels	6 ^e réunion 8-10 novembre 2010 La Haye (Pays-Bas)	ECE/CP.TEIA/22
Président: M. C. Dijkens (Pays-Bas)		
Vice-Présidents: M. B. Gay (Suisse) M ^{me} J. Karba (Slovénie)		
Groupe de travail de l'application	11 ^e réunion 13-15 juillet 2009	--
Président: M. G. Hem (Norvège)	12 ^e réunion 27 et 28 janvier 2010 Bratislava (Slovaquie)	--
	13 ^e réunion 12 et 13 avril 2010 Bootle (Royaume-Uni)	--

Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	2 ^e session extraordinaire 19 et 22 avril 2010 et 30 juin 2010	ECE/MP.PP/2010/2
Président: M. J. Dusik (République tchèque)		
Vice-Présidentes: M ^{me} Z. Mikosa (Lettonie) M ^{me} M. Istasse (Belgique)		

<i>Organe et Bureau</i>	<i>Session</i>	<i>Cote du rapport</i>
Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants	1 ^{re} réunion 20-22 avril 2010	ECE/MP.PRTR/2010/2
Président: M. M. Amand (Belgique) Vice-Présidents: M. L. P. Bingham (Norvège) M. R. Boyce (Royaume-Uni)		
Groupe de travail des Parties à la Convention	11 ^e réunion 8-10 juillet 2009	ECE/MP.PP/WG.1/2009/2
Président: M. J. Dusik (République tchèque) Vice-Présidentes: M ^{me} Z. Mikosa (Lettonie) M ^{me} M. Istasse (Belgique)	12 ^e réunion 30 juin-2 juillet 2010	ECE/MP.PP/WG.1/2010/2
	13 ^e réunion 9-11 février 2011	ECE/MP.PP/WG.1/2011/2
Comité d'examen du respect des dispositions	24 ^e réunion 30 juin-3 juillet 2009	ECE/MP.PP/C.1/2009/4
Président: M. V. Koester (Danemark) Vice-Présidente: M ^{me} S. Kravchenko (Ukraine)	25 ^e réunion 22-25 septembre 2009	ECE/MP.PP/C.1/2009/6
	26 ^e réunion 15-18 décembre 2009	ECE/MP.PP/C.1/2009/8
	27 ^e réunion 16-19 mars 2010	ECE/MP.PP/C.1/2010/2
	28 ^e réunion 15-18 juin 2010	ECE/MP.PP/C.1/2010/4
	29 ^e réunion 21-24 septembre 2010	ECE/MP.PP/C.1/2010/6
	30 ^e réunion 14-17 décembre 2010	ECE/MP.PP/C.1/2010/8
	31 ^e réunion 22-25 février 2011	ECE/MP.PP/C.1/2011/2

Annexe III

Publications et documents publiés par la Commission

A. Liste des principales études et publications de la CEE, 2009-2011

Note: Les symboles suivants indiquent les langues dans lesquelles les documents ont été publiés: A, anglais; Ar, arabe; C, chinois; E, espagnol; F, français; R, russe; A/F, bilingue (anglais/français); A/F/R, trilingue (anglais/français/russe).

Questions générales

Rapport annuel de la CEE au Conseil économique et social, 28 avril 2007-1^{er} avril 2009
Supplément n^o 17 (E/2009/37-E/ECE/1453) – A/F/R

Rapport annuel

- 2011
ECE/INF/2011/1 – mars 2011
- 2010
ECE/INF/2010/1 – avril 2010

Compendium des instruments juridiques, normes et règlements de la CEE-ONU
ECE/INF/2011/2 – mars 2011 – A, F, R

The MDGs in Europe and Central Asia: Achievements, Challenges and the Way Forward
ECE/INF/2010/2 – août 2010 – A, F, R

Environnement

Apprendre les uns des autres – La Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable adoptée par la Commission économique pour l'Europe
ECE/CEP/159 – février 2010 – A, R, F

You and the Espoo Convention
The right to have your voice heard
ECE/MP.EIA/13 – A, R, F

Examen de l'application de la Convention d'Espoo
ECE/MP.EIA/11 – A, R, F

Directive concernant la notification selon la Convention d'Espoo
ECE/MP.EIA/12 – décembre 2009

Principes directeurs applicables à la définition d'objectifs, à l'évaluation des progrès accomplis et à l'établissement de rapports
Protocole sur l'eau et la santé relatif à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux
ECE/MP.WH/5 – numéro de vente: F.10.II.E.12 – A, F, R

La gestion transfrontière des risques associés aux inondations dans la région de la CEE
ECE/MP.WAT/31 – numéro de vente: F.09.II.E.15 – A, R

Commissions de bassins versants et autres institutions de coopération relative aux eaux transfrontières – Capacités de coopération dans le domaine de l'eau en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale
ECE/MP.WAT/32 – numéro de vente: F.09.II.E.16 – A, F, R

Lignes directrices sur l'eau et l'adaptation aux changements climatiques
ECE/MP.WAT/30 – numéro de vente: F.09.II.E.14 – A, F, R

Études de performance environnementale

N° 29 – Uzbekistan (Second Review) (ECE/CEP/156) (numéro de vente: E.10.II.E.8) – A, R

N° 30 – Georgia (Second Review) (ECE/CEP/157) (numéro de vente: E.10.II.E.9) – A, R

N° 31 – Azerbaijan (Second Review) (ECE/CEP/158) (numéro de vente: E.10.II.E.17) – A, R

N° 32 – Bosnia and Herzegovina (Second Review) (ECE/CEP/162) (numéro de vente: E.10.II.E.18) – A, R

Transport

Vocabulaire normalisé des liaisons radio en navigation intérieure
ECE/TRANS/SC.3/185 – numéro de vente: F.10.VIII.1 (A/F/R/allemand/néerlandais)

CEVNI – Code européen des voies de navigation intérieure (Révision 4)
ECE/TRANS/SC.3/115/Rev.4 – numéro de vente: F.10.II.E.3 – A, F, R

Améliorer la sécurité routière mondiale – Fixer des objectifs régionaux et nationaux de réduction du nombre de victimes des accidents de la circulation routière
Disponible sur le site http://live.unece.org/fileadmin/DAM/trans/roadsafe/docs/Recommandations_2009.pdf

Résolution d'ensemble sur la circulation routière
ECE/TRANS/211 – août 2010 – A, F, R

Résolution d'ensemble sur la signalisation routière
ECE/TRANS/212 – septembre 2010 – A, F, R

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure (ADN), en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011
ECE/TRANS/220 – numéro de vente: F.10.VIII.2 – A, F, R

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011
ECE/TRANS/215 – Édition complète (deux volumes)
Numéro de vente: F.10.VIII.4 – A, F, R
Également disponible sur CD-ROM (texte complet en pdf et Word/Excel – A/F)

Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses – Règlement type Seizième édition révisée
ST/SG/AC.10/1/Rev.16 – Volumes I & II – A, Ar, C, E, F, R
Numéro de vente: F.09.VIII.2

Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses – Manuel d'épreuves et de critères
Cinquième édition révisée
ST/SG/AC.10/11/Rev.5 – numéro de vente: F.09.VIII.3 – A, Ar, C, E, F, R

Accord relatif aux transports internationaux de denrées périssables et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports (ATP)
ECE/TRANS/219 – numéro de vente: F.10.VIII.3 – A, F, R

Les liaisons entre les ports maritimes et l'arrière-pays
ECE/TRANS/210 – janvier 2010 – A, F, R

Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH)
ST/SG/AC.10/30/Rev.3 – numéro de vente: F.09.II.E.10 – A, Ar, C, E, F, R
Également disponible sur CD-ROM – A/E/F

Manuel TIR

ECE/TRANS/TIR/6/Rev.9 – A, Ar, C, E, F, R

Également disponible sur le site: <http://live.unece.org/tir/tir-hb.html>

Transports, santé et environnement

Déclaration d'Amsterdam – Relier les maillons de la chaîne: choix en matière de transports pour notre santé, l'environnement et la prospérité

ECE/AC.21/4 – février 2010 – A, F, R

Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE)
– Brochure d'information

ECE/AC.21/5 – juin 2010 – A, F, R

Statistiques

Developing Gender Statistics: A Practical Tool

Reference manual prepared by the UNECE Task Force on Gender Statistics Training for Statisticians with contributions from various experts

ECE/CES/8 – octobre 2010 – A, R

Measuring Quality Employment – Country Pilot Reports

ECE/CES/5 – avril 2010

Practical Guide to Producing Consumer Price Indices

ECE/CES/STAT/NONE/2009/2 – octobre 2009

Disponible sur le site http://www.unece.org/stats/publications/Practical_Guide_to_Producing_CPI.pdf

Guidelines on the use of data on international immigration to improve emigration data of sending countries

Disponible sur le site http://www.unece.org/stats/publications/Guidelines_improve_emigration_statistics.pdf

Manual on Victimization Surveys

ECE/CES/4 – mars 2010 – A, R

Making Data Meaningful

Part 1: A guide to writing stories about numbers

ECE/CES/STAT/NONE/2009/4 – octobre 2009 – A, E, R

Part 2: A guide to presenting statistics

ECE/CES/STAT/NONE/2009/3 – novembre 2009 – A, E, R

Part 3: A guide to communicating with the media

ECE/CES/9 – janvier 2011

Common Metadata Framework Part A

Statistical Metadata in a Corporate Context: A guide for managers

ECE/CES/1 – janvier 2010 – A, R

UNECE Countries in Figures 2011

ECE/CES/12/1 – numéro de vente: F.11.II.E.1

Coopération et intégration économiques

Améliorer les performances innovatrices des entreprises: Moyens d'action et instruments pratiques

ECE/CECI/8 – numéro de vente: F.09.II.E.4 - A, F, R

La promotion de l'innovation dans le secteur des services

ECE/CECI/9 – numéro de vente: 11.II.E.3

The Development of regional biomass (Russia)

ECE/CECI/10 – numéro de vente: 11.II.E.4

Innovation Performance Review of Belarus

ECE/CECI/11 – numéro de vente: E.11.II.E.5 – A, R

Énergie durable

CEE Série «Énergie»

N° 31 Guide des pratiques optimales de captage et d'utilisation du méthane provenant des mines de charbon

ECE/ENERGY/73 – numéro de vente: F.10.II.E.2 – A, F, R

N° 32 Investor Interest and Capacity Building Needs

ECE/ENERGY/72 – numéro de vente: F.09.II.E.17 – A, R

N° 37 Financer l'atténuation du changement climatique mondial

ECE/ENERGY/81 – numéro de vente: F.10.II.E.1 – A, Ar, C, E, F, R

N° 39 Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales, 2009

ECE/ENERGY/85 – numéro de vente: 10.II.E.15 – A, Ar, C, E, F, R

Commerce

Recommandations sur les politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation

ECE/TRADE/378 et 379 – mai 2009 – A, F, R

Normes de qualité des produits agricoles

Norme pour les poivrons doux – Brochure explicative

ECE/TRADE/387 – numéro de vente: F.09.II.E.13 – A, F, R

International Standardization of Fruit and Vegetables – Colour Gauge for Walnut Kernels

ECE/TRADE/316/Rev.1 – mai 2009

Norme CEE-ONU pour la viande caprine – carcasses et découpes

ECE/TRADE/385 – numéro de vente 09.II.E.12 – A, F, R

Trade and Investment Guides

N° 10 A Common Regulatory Language for Trade and Development

ECE/TRADE/375 – numéro de vente: E.09.II.E.19

Publications sur Internet

Trade Promotion Directory (updated annually online)

Disponible sur le site http://www.unece.org/trade/ctied/tradedir/trddir_h.htm

United Nations Electronic Data Interchange for Administration, Commerce and Transport – UN/EDIFACT Directory (updated biannually online)

Disponible sur le site <http://www.unece.org/trade/untdid/welcome.htm>

United Nations Codes for Trade and Transport Locations – UN/LOCODE (updated biannually online)

Disponible sur le site <http://www.unece.org/cefact/locode/service/main.htm>

UNECE Multiplier Point Network

Disponible sur le site <http://www.unece.org/trade/multiplier-points/welcome.htm>

Trade Documents Repository, Trade Document Toolkit and Single Window Repository

Disponible sur le site <http://unece.unog.ch/etrade/>

First release of integrated set of standards-based trade documents developed under the UN Electronic Trade Documents project (UNeDocs) for pilot implementation

Disponible sur le site <http://www.unece.org/etrades/unedocs/V04/index.htm>

International UNeDocs Documents set in Adobe Intelligent Document

Disponible sur le site http://www.unece.org/etrades/unedocs/referenceimpl_ac.htm

International UNeDocs Documents set in Microsoft InfoPath software

Disponible sur le site http://www.unece.org/etrades/unedocs/referenceimpl_ms.htm

Bois

Geneva Timber and Forest Study Papers

La propriété forestière privée en Europe

ECE/TIM/SP/26 – numéro de vente: F.10.II.E.16 – A, F, R

Revue annuelle du marché des produits forestiers pour 2009-2010

ECE/TIM/SP/25 – numéro de vente: F.10.II.E.11 – A, F, R

Revue annuelle du marché des produits forestiers pour 2008-2009

ECE/TIM/SP/24 – numéro de vente: F.09.II.E.11 – A, F, R

Disponible en ligne sur le site <http://www.unece.org/trade/timber>

Geneva Timber and Forest Discussion Papers

The Importance of China's Forest Products Markets to the UNECE Region

ECE/TIM/DP/57 – numéro de vente: E.10.II.E.7

The Forest Sector in the Green Economy

ECE/TIM/DP/54 – numéro de vente: E.10.II.E.6

Forest Products Conversion Factors for the UNECE Region

ECE/TIM/DP/49 – numéro de vente: E.10.II.E.5

International Forest Fire News

N° 35 – juillet-décembre 2006 – ECE/TIM/IFFN/2007/2

Disponible sur le site http://www.fire.uni-freiburg.de/iffn/iffn_35/IFFN-35.pdf

N° 36 – janvier-juin 2007 – ECE/TIM/IFFN/2008/1

Disponible sur le site http://www.fire.uni-freiburg.de/iffn/iffn_36/001-IFFN-36.pdf

Logement et aménagement du territoire

Action Plan for Energy-Efficient Housing in the UNECE Region

ECE/HBP/164 – janvier 2011 – A/R

The Relationship between Population and Housing
ECE/HBP/158 – septembre 2010 – A/R

Policy Framework for Sustainable Real Estate Markets
ECE/HBP/147 – avril 2010 – A, R

Green Homes – Towards energy efficient housing in the United Nations Economic
Commission for Europe region
ECE/HBP/159 – novembre 2009 – A, R

Country Profiles on the Housing Sector

Disponibles sur le site <http://www.unece.org/env/hs/prgm/prgm.htm#profiles>

Azerbaijan ECE/HBP/156 – A, R

Kyrgyzstan ECE/HBP/157 – A, R

Population

Intergenerational Family Relationships in Ageing Societies
ECE/WG.1/11 – numéro de vente E.10.II.E.13

Collection de notes d'orientation sur le vieillissement (CEE)

N° 1 Mainstreaming Ageing
ECE/WG.1/1 – juillet 2010 – A, R

N° 2 Gender Equality, Work and Old Age
ECE/WG.1/2 – juillet 2010 – A, R

N° 3 Older Persons as Consumers
ECE/WG.1/3 – juillet 2010 – A, R

N° 4 Integration and Participation of Older Persons in Society
ECE/WG.1/4 – juillet 2010 – A, R

N° 5 Lifelong Learning
ECE/WG.1/5 – juillet 2010 – A, R

N° 6 Health Promotion and Disease Prevention
ECE/WG.1/6 – novembre 2010 – A, R

N° 7 Towards Community Long-Term Care
ECE/WG.1/7 – novembre 2010 – A, R

N° 8 Advancing Intergenerational Solidarity
ECE/WG.1/8 – novembre 2010 – A, R

N° 9 Age-Friendly Employment: Policies and Practices
ECE/WG.1/9 – février 2011 – A, R

N° 10 Tapping the Potential of Volunteering
ECE/WG.1/10 – février 2011 – A, R

N° 11 Intergenerational Family Relationships
ECE/WG.1/11 – janvier 2010 – A, R

N° 12 Roadmap for Mainstreaming Ageing in Armenia
ECE/WG.1/12 – janvier 2011 – A, R

B. Liste des documents soumis à la Commission à sa soixante-quatrième session

Ordre du jour provisoire	E/ECE/1454 et Corr.1
Intégration économique dans la région de la CEE: évolutions et nouvelles difficultés au vu de la crise économique	E/ECE/1455
Nouvelles orientations et initiatives dans le Programme spécial pour les économies d'Asie centrale et dans le domaine de l'innovation	E/ECE/1456
Nouvelles orientations et initiatives dans le domaine du transport	E/ECE/1457
Nouvelles orientations et initiatives dans les domaines de la forêt et du logement	E/ECE/1458
Nouvelles orientations et initiatives dans les domaines de l'environnement et du développement durable	E/ECE/1459 et Corr.1
Questions sur lesquelles la Commission est appelée à prendre une décision	E/ECE/1460
Rapport sur les activités du Comité exécutif	E/ECE/1461

C. Rapport des comités sectoriels de la Commission

Comité des politiques de l'environnement	ECE/CEP/161
Comité des transports intérieurs	ECE/TRANS/221
Conférence des statisticiens européens	ECE/CES/76
Comité du commerce	ECE/TRADE/C/2009/12
Comité de l'énergie durable	ECE/ENERGY/84*
Comité du bois	ECE/TIM/2010/7
Comité des établissements humains	ECE/HBP/162
Comité de la coopération et de l'intégration économiques	ECE/CECI/2010/2

* Le rapport a été envoyé aux États membres pour information et commentaires définitifs selon la procédure d'acceptation tacite.